

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 4000

29 décembre 2014

SOMMAIRE

ABS-Invest	191960	JPMorgan Asset Management (Europe) S.à	
Alia S.A.	191956	r.l.	191962
Almafin S.A.	191957	KBL European Private Bankers S.A.	191992
Assenagon Trend	191957	KBL European Private Bankers S.A.	191989
Basil Finance S.A.	191956	KBL European Private Bankers S.A.	191987
BayernInvest	191961	Kensalys S.A.	191957
BCGE Synchrony (LU) Funds	191965	Lasserre Investments S.A.	191954
Bilku 1	191959	Launer International S.A.	191955
Bonster S.A.	191968	Lombard Odier (Europe) S.A.	191963
Candriam World Alternative	191960	LWM	191995
Capital Plus SICAV-SIF	191962	Margaux S.A.	191983
Consolidated Equipments S.A.	191954	Norrlanda Oil S.A.	191954
Cordius	191961	North Investment Protected Note Issuer	
DKB	191958	191966
Endeka Holdco S.A.	191984	Ornicar S.à r.l.	192000
ETB.LUX S.à r.l.	191998	Petrus International S.A.	191955
Fire Event Lux GmbH	191998	Prague 4 Residential (Luxembourg) S.à r.l.	
Flexco S.à r.l.	191963	191963
Fountainhead S.à r.l.	191956	Prairie Management S.A.	191958
Fountainhead S.à r.l.	191956	Riva Global Fund SICAV SIF	191966
Franklin Templeton Strategic Allocation		Société d'Etude de Réalisation d'Electricité	
Funds	191959	et d'Automatisme	191957
Generali Investments SICAV	191964	Sus Bee Finance S.A.	191967
Generali Multinational Pension Solutions		Swiss Hedge	191960
SICAV	191965	Tokyo Recovery Fund	191959
Goodhart Partners Longitude Fund Sicav-		Varian Investments S.A. SPF	191961
SIF	191963	Velosi Europe (Luxembourg) S.à r.l.	191964
HUK-Vermögensfonds, Fonds commun de			
Placement	191958		

Norrlanda Oil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 100.482.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le 30 janvier 2015 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales

L'assemblée générale ordinaire du 22 décembre 2014 n'a pas pu délibérer sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint. L'assemblée générale ordinaire qui se tiendra extraordinairement le 30 janvier 2015 délibérera quelle que soit la portion du capital représentée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014207524/534/15.

Lasserre Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 173.477.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE REPORTEE

qui se tiendra le 14 janvier 2015 à 11:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014207522/795/15.

Consolidated Equipments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 51, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 119.582.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE A TENIR EXTRAORDINAIREMENT

qui se tiendra au siège social de la société le 16 janvier 2015 à 10H00, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

L'ordre du jour de l'assemblée générale est le suivant:

1. Confirmation des actes passés suivante:
 - L'Assemblée Générale Ordinaire tenue Extraordinairement en date du 03 octobre 2014 et ayant pour objet le changement de commissaire aux comptes ainsi que le changement du conseil d'administration,
 - L'Assemblée Générale Extraordinaire datée du 07 novembre 2014 passée par devant Me Martine SCHAEFFER,
 - La décision du conseil d'administration prise en date du 14 novembre 2014 relative au transfert du siège social,
 - L'Assemblée Générale Ordinaire tenue Extraordinairement en date du 10 décembre 2014 et ayant pour objet l'augmentation de nombre d'administrateur de 3 à 4 et la nomination d'un nouvel administrateur,
 - La décision du conseil d'administration prise en date du 10 décembre 2014 relative à la nomination d'un administrateur en tant que délégué à la gestion journalière de la société.

2. Changement de commissaire aux comptes.

3. Divers

Le 24 décembre 2014.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014206625/24.

Petrus International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 55.363.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement le 17 décembre 2014, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 30 janvier 2015 à 14.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014207525/795/19.

Launer International S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 49.356.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social au 50 rue Charles Martel L-2134 Luxembourg.

L'Assemblée Générale accepte, à compter du 5 décembre 2014, la démission de trois administrateurs, à savoir:

- M. Philippe PONSARD, administrateur, domicilié professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle à L-1653 Luxembourg.

- M. Pierre LENTZ, administrateur, domicilié professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle à L-1653 Luxembourg.

- M. Luc HANSEN, administrateur, domicilié professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle à L-1653 Luxembourg.

L'Assemblée Générale accepte, à compter du 5 décembre 2014, de nommer quatre administrateurs, à savoir:

- M. Rob SONNENSCHNEIN, administrateur, né le 30 août 1955 à Eindhoven (Pays-Bas) domicilié professionnellement au 50 rue Charles Martel à L-2134 Luxembourg.

- M. Claude ZIMMER, administrateur, né le 18 juillet 1956 à Luxembourg domicilié professionnellement au 50 rue Charles Martel à L-2134 Luxembourg.

- M. Hendrik H.J. KEMMERLING, administrateur, né le 22 mars 1965 à Heerlen (Pays-Bas) domicilié professionnellement au 50 rue Charles Martel à L-2134 Luxembourg.

- LUXGLOBAL MANAGEMENT S.à r.l, administrateur, 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg, enregistré auprès du Registre de Commerce et de Société Luxembourg sous le numéro B 159.893.

Leurs mandats expireront lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2020.

L'Assemblée Générale décide à compter du 5 décembre 2014 la démission du commissaire aux comptes, à savoir:

- Audiex S.A., commissaire aux comptes, domicilié professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg, enregistré auprès du Registre de Commerce et de Société Luxembourg sous le numéro B 65.469.

L'Assemblée Générale décide à compter du 5 décembre 2014 de nommer le commissaire aux comptes, à savoir:

- Zimmer & Partners S.A., commissaire aux comptes, domicilié professionnellement au 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg, enregistré auprès du Registre de Commerce et de Société Luxembourg sous le numéro B151.507.

Le mandat de commissaire aux comptes expirera lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2020.

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014195170/34.

(140218273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Alia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 107.219.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE REPORTEE

qui se tiendra le 6 janvier 2015 à 11:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014202142/795/15.

Basil Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 106.939.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE REPORTEE

qui se tiendra le 6 janvier 2015 à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014202141/795/15.

Fountainhead S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 74.519.

L'associé de la Société, Fountainhead S.à r.l., Monsieur Carl Leo Edward Nilsson résident à Skeppargatan 21A, 114 52 Stockholm, Suède

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 09 décembre 2014.

Référence de publication: 2014195886/12.

(140218712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Fountainhead S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 74.519.

L'associée de la Société, Fountainhead S.à r.l., Madame Eba Tove Elva Nilsson, réside désormais à Äsögatan 170, 116 32 Stockholm, Suède.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 09 décembre 2014.

Référence de publication: 2014195885/12.

(140218712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Almafin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 43.749.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE REPORTEE

qui se tiendra le 6 janvier 2015 à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014202140/795/16.

Kensalys S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 74.503.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 6 janvier 2015 à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2013.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014201327/1023/16.

Assenagon Trend, Fonds Commun de Placement.

Die Anteilhaber des Sondervermögens Assenagon Trend (fonds commun de placement) werden hiermit von Folgendem in Kenntnis gesetzt:

Das Liquidationsverfahren wurde zum 18. Dezember 2014 beendet und die Depotbank hat den Liquidationserlös auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft mit Valuta 9. August 2013 den Anlegern ausbezahlt. Die Wirtschaftsprüfungsgesellschaft KPMG Luxembourg S.à r.l. hat den Liquidationsbericht geprüft und testiert.

Luxemburg, den 19. Dezember 2014.

Assenagon Asset Management S.A.

Référence de publication: 2014202138/10.

SEREA, Société d'Etude de Réalisation d'Electricité et d'Automatisme, Société Anonyme.

Siège social: L-3739 Rumelange, 29, rue des Martyrs.
R.C.S. Luxembourg B 61.064.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 8 décembre 2014.

Pour la société

Anja HOLTZ

Le notaire

Référence de publication: 2014195455/13.

(140218221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Prairie Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 7B, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 80.417.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 9 janvier 2015 à 10.00 heures devant le notaire Martine Schaeffer ayant ses bureaux à 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. L'augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un montant de dix-sept mille cinq cents soixante-dix-huit euros (EUR 17.578), afin de le porter de son montant actuel de cent cinquante-huit mille deux cents deux euros (EUR 158.202) à un montant de cent soixante-quinze mille sept cent quatre-vingts euros (EUR 175.780), par la création et l'émission de dix-huit (18) actions sans désignation de valeur nominale (les " Nouvelles Actions "), sujet au paiement d'une prime d'émission de deux millions neuf cent quatre-vingt-deux mille quatre cents vingt-deux euros (EUR 2.982.422);
2. Constatation de souscription et libération par M. Umberto SAINI FASANOTTI de trois (3) Nouvelles Actions et par SAI HOLDING COMPANY, INC. de quinze (15) Nouvelles Actions moyennant un apport en nature de dix (10) actions représentant 100% du capital social émis de la société SPECTRA ANALYSIS INSTRUMENTS INC., une société établie sous les lois de l'Etat de Delaware, ayant son siège social au Corporation Trust Centre, 1209 Orange Street, Wilmington County, New Castle, Delaware 19801, USA, et inscrite après du Registre des Sociétés de Delaware sous le numéro 4801557 (" Spectra Analysis ");
3. Modification de l'article 5 des Statuts de la Société (les " Statuts ");
4. Nommer et autoriser tout dirigeant à signer et valider, ou de nommer tout autre mandataire à signer, valider et conclure au compte de la société tous les contrats, documents et formalités nécessaires à l'égard de ce qui précède, y compris ceux à l'égard du Registre de Commerce et des Sociétés au Luxembourg, et tout document accessoire y relatif ; et
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014200724/30.

HUK-Vermögensfonds, Fonds commun de Placement.

Das abgeänderte Verwaltungsreglement vom 21. Dezember 2014 des von der BayernInvest Luxembourg S.A. verwalteten HUK Vermögensfonds, eines richtlinienkonformen Investmentfonds gemäß Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen wurde am 17. Dezember 2014 beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BayernInvest Luxembourg S.A.

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2014202986/12.

(140227122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

DKB, Fonds Commun de Placement.

Das abgeänderte Verwaltungsreglement vom 21. Dezember 2014 des von der BayernInvest Luxembourg S.A. verwalteten DKB, eines richtlinienkonformen Investmentfonds gemäß Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen wurde am 17. Dezember 2014 beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BayernInvest Luxembourg S.A.

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2014202987/12.

(140227123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Franklin Templeton Strategic Allocation Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 8A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 113.696.

Shareholders are hereby convened to an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

(the "Meeting") of the shareholders of the Company to be held at the registered office of the Company on 12 January 2015 at 2.30 p.m. (Luxembourg time) for the purpose of deliberating and voting on the following agenda:

Agenda:

Sole Resolution

To approve, on the basis of the common merger proposal, the merger of the Company into Franklin Templeton Investment Funds, incorporated in Luxembourg as a société anonyme, having its registered office at 8A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under number B 35.177 and qualifies as société d'investissement à capital variable organised as an umbrella fund pursuant to Part I of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, with effect on 20 March 2015 (midnight), as a consequence of which the Company will cease to exist.

Voting

The sole resolution of the agenda of the Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed by the Shareholders present or represented at the Meeting.

If you are unable to attend the Meeting in person, you are kindly requested to return the proxy form by fax at the number (+352) 46 66 67 76 or by post to the offices of the Management Company, Franklin Templeton International Services S.à r.l., 8A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg by 7 January 2015 at 5.00 p.m. (Luxembourg time) at the latest.

Shareholders are hereby advised that the Meeting may be held at such other place in Luxembourg than the registered office of the Company if exceptional circumstances so require in the absolute and final judgment of the Chairman of the Meeting. In such latter case, the Shareholders present at the registered office of the Company on 12 January 2015, at 2.30 p.m. will be duly informed of the exact venue of the Meeting, which will then start at 3.00 p.m.

To attend the Meeting, Shareholders shall be present at the registered office of the Company at 2.00 p.m.

On behalf of the Board of Directors.

Référence de publication: 2014207515/755/31.

Bilku 1, Fonds Commun de Placement.

Das abgeänderte Verwaltungsreglement vom 21. Dezember 2014 des von der BayernInvest Luxembourg S.A. verwalteten BILKU 1, eines richtlinienkonformen Investmentfonds gemäß Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen wurde am 17. Dezember 2014 beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BayernInvest Luxembourg S.A.

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2014202988/12.

(140227124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Tokyo Recovery Fund, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Le règlement de gestion de Tokyo Recovery Fund signé le 17 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Pour la société

Aviva Investors Luxembourg

Référence de publication: 2014202978/11.

(140226847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Candriam World Alternative, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 14, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 82.737.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires («l'Assemblée») de CANDRIAM WORLD ALTERNATIVE aura lieu au siège social de la société, 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette le 19 janvier 2015 à 14 heures.

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises au 30 septembre 2014
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2014
3. Affectation des résultats
4. Décharge à donner au Conseil d'Administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2014
5. Election du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
6. Divers

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les droits d'un actionnaire de participer à l'Assemblée et d'exercer le droit de vote attaché à ses actions sont déterminés en fonction des actions détenues par cet actionnaire le cinquième jour qui précède l'Assemblée à minuit, soit le 14 janvier 2015 à minuit (heure de Luxembourg).

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire avant le 16 janvier 2015 auprès de CANDRIAM WORLD ALTERNATIVE, 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, à l'attention de Fund Corporate Services (Fax N° +352 / 2460-3331).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours calendaires avant l'Assemblée aux guichets de Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande et sans frais auprès du siège social de la société ou peut leur être envoyé sans frais sur simple demande.

Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014207512/755/31.

Swiss Hedge, Fonds Commun de Placement.

Das abgeänderte Verwaltungsreglement vom 21. Dezember 2014 des von der BayernInvest Luxembourg S.A. verwalteten HUK Vermögensfonds, eines richtlinienkonformen Investmentfonds gemäß Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen wurde am 17. Dezember 2014 beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BayernInvest Luxembourg S.A.

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2014202985/12.

(140227121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

ABS-Invest, Fonds Commun de Placement.

Der Fonds ABS-Invest (WKN 631392 / ISIN LU0126019214) wurde gemäß Artikel 12 des Verwaltungsreglements zum 16. Dezember 2014 liquidiert.

Der Liquidationserlös wurde den Depotinhabern durch die depotführenden Stellen gutgeschrieben. Die Verwaltungsgesellschaft erklärt die Liquidation somit für abgeschlossen.

Der Liquidationsbericht kann bei der Verwaltungsgesellschaft, Union Investment Luxembourg S.A., 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, angefordert werden.

Luxemburg, im Dezember 2014.

Der Verwaltungsrat der Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2014207511/11.

Cordius, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 14, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 105.128.

—
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires («l'Assemblée») de CORDIUS aura lieu au siège social de la société, 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette le 19 janvier 2015 à 15 heures.

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises au 30 septembre 2014
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2014
3. Affectation des résultats
4. Décharge à donner au Conseil d'Administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2014
5. Election du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
6. Divers

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les droits d'un actionnaire de participer à l'Assemblée et d'exercer le droit de vote attaché à ses actions sont déterminés en fonction des actions détenues par cet actionnaire le cinquième jour qui précède l'Assemblée à minuit, soit le 14 janvier 2015 à minuit (heure de Luxembourg).

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire avant le 16 janvier 2015 auprès de CORDIUS, 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, à l'attention de Fund Corporate Services (Fax N° +352 / 2460-3331).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours calendaires avant l'Assemblée aux guichets de Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande et sans frais auprès du siège social de la société ou peut leur être envoyé sans frais sur simple demande.

Conseil d'Administration .

Référence de publication: 2014207514/755/31.

BayernInvest, Fonds Commun de Placement.

Das abgeänderte Verwaltungsreglement vom 21. Dezember 2014 des von der BayernInvest Luxembourg S.A. verwalteten BayernInvest, eines richtlinienkonformen Investmentfonds gemäß Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen wurde am 17. Dezember 2014 beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BayernInvest Luxembourg S.A.
Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2014202989/12.

(140227125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Varian Investments S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2172 Luxembourg, 29, rue Alphonse München.

R.C.S. Luxembourg B 185.764.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 8 décembre 2014.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2014195579/11.

(140217839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Capital Plus SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 26, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 165.483.

Der Verwaltungsrat hat beschlossen, am 21. Januar 2015 um 9.30 Uhr am Sitz der Gesellschaft, 26, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, die

ORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre mit folgender Tagesordnung einzuberufen:

Tagesordnung:

1. Vorlage und Beschlussfassung über die Genehmigung der Berichte des Verwaltungsrates sowie des Abschlussprüfers über das am 30. November 2014 endende Geschäftsjahr.
2. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses.
3. Beschlussfassung über die Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates für das am 30. November 2014 endende Geschäftsjahr.
4. Beschlussfassung über die Wieder- bzw. Neuwahl der Verwaltungsratsmitglieder, Dauer der Mandate und Vergütung.
 - * Information über die Kündigung des Mandats als Verwaltungsratsmitglied seitens des Herrn Enrico Mela
 - * Vorschlag zur Wiederwahl als Verwaltungsratsmitglieder der Herren Michael Lange und Michel Lentz
 - * Vorschlag zur Neuwahl als Verwaltungsratsmitglied des Herrn Ralf Funk
 - * Vorschlag zur Dauer der Mandate: 1 Jahr, bis zur Hauptversammlung im Januar 2016
 - * Vorschlag zur Vergütung
5. Beschlussfassung über die Erneuerung des Mandats des Abschlussprüfers bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung im Januar 2016.
6. Information zu Interessenkonflikten.
7. Verschiedenes.

Jeder Aktionär - persönlich oder dessen Bevollmächtigter - kann an der ordentlichen Generalversammlung teilnehmen, wenn bis spätestens zum 14. Januar 2015 bis zum Ende der ordentlichen Generalversammlung im Anteilsregister bei der Registerführenden Stelle, namentlich der VPB Finance S.A. mit Sitz in 26, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg eingetragen ist, bzw. von seiner im Anteilsregister eingetragenen Verwahrstelle eine Bestätigung über die Anzahl der von ihm gehaltenen Anteile vorlegt. Jeder Aktionär, welcher eine dieser Anforderungen erfüllt, wird zu der ordentlichen Generalversammlung zugelassen.

Ein entsprechendes Vollmachtsformular, zur Ernennung eines Bevollmächtigten, ist auf Anfrage bei der VP Bank (Luxembourg) SA, (26, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg) erhältlich. Zur Wirksamkeit muss das Vollmachtsformular ausgefüllt am eingetragenen Sitz der Gesellschaft (zu Hd. des Verwaltungsrats) per Fax (+352 - 404 770 284) oder per Brief nicht später als vierundzwanzig Stunden vor der ordentlichen Generalversammlung eintreffen.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2014207513/755/38.

JPMorgan Asset Management (Europe) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 27.900.

Further to the merger of the remaining sub-fund of the Fund, J.P. Morgan Tokyo Fund II - J.P. Morgan Nippon Neutral Strategy Fund into JPMorgan Funds - Japan Market Neutral Fund, a sub-fund of JPMorgan Funds, a Luxembourg SICAV, the Fund has ceased to exist with effect on 11 July 2014.

Due to the fact that net redemption proceeds were paid to the Unitholders having requested to redeem their units before the date of the merger and that other Unitholders have become shareholders of the abovementioned sub-fund of JPMorgan Funds, no remaining funds are to be deposited at the Luxembourg Caisse de Consignation.

The accounts and the records of the Fund will be kept for a period of five years at the registered office of the Management Company.

JPMorgan Asset Management (Europe) S.à r.l.
For the Board of Managers

Référence de publication: 2014207519/755/16.

Goodhart Partners Longitude Fund Sicav-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 147.360.

As the extraordinary general meeting of shareholders of the Fund convened on 15 December 2014 at 11.45 a.m. (Luxembourg time) (the First Meeting) could not validly deliberate on the items on the agenda due to a lack of quorum, the shareholders of the Fund are reconvened to a second extraordinary general meeting of shareholders of the Fund, which shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented and at which resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes cast.

Notice is hereby given that a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the shareholders of the Fund will be held at the registered office of the Fund, on 9 February 2015 at 11.30 a.m. (Luxembourg time), with the same agenda as the First Meeting:

Agenda:

1. full restatement of the articles of association of the Fund;
2. approval of the modifications to the issuing document of the Fund; and
3. miscellaneous.

A shareholder entitled to attend and vote at the second extraordinary general meeting of the shareholders of the Fund may appoint a representative (who need not be a shareholder of the Fund) to attend and, on a poll, to vote in his place. The instrument appointing a representative should be deposited with Goodhart Partners Longitude Fund SICAV-SIF, 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Goodhart Partners S.à r.l., acting as managing general partner of the Fund.

Référence de publication: 2014207518/755/25.

Prague 4 Residential (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 130.466.

Les Comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Schuttrange, le 8 décembre 2014.

Référence de publication: 2014195331/10.

(140218089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Lombard Odier (Europe) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 169.907.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Echternach, le 03 décembre 2014.

Référence de publication: 2014196082/10.

(140218589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Flexco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2242 Luxembourg, 1, rue Isaac Newton.
R.C.S. Luxembourg B 180.381.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014196705/9.

(140219673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Generali Investments SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 86.432.

Since the quorum required by the law on commercial companies dated August 10, 1915, as amended, has not been reached at the previous extraordinary shareholders' meeting of Generali Investments SICAV (the "Company") held on 23 December 2014, notice is hereby given to the shareholders of the Company that a

SECOND EXTRAORDINARY SHAREHOLDERS' MEETING

shall be held before Me Martine Schaeffer, 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, on 30 January 2015 at 10.00 a.m. local time with the following agenda:

Agenda:

1. Amendment to article 2 paragraph 1 of the Articles of Incorporation to be reworded as follows:
"The registered office of the Company is established in Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by a decision of the board of directors."
2. Amendment to article 4 of the Articles of Incorporation to be reworded as follows:
"The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and other assets permitted by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.
The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the largest extent permitted under the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended (the "2010 Law").
The Company may appoint a management company submitted to Chapter 15 of the 2010 Law in order to carry out the functions of collective management as these functions are described in Annex II of the 2010 Law."
3. Suppression of the possibility to issue bearer shares and subsequent amendment to articles 6, 10, 22, 23, 24 and 26 of the Articles of Incorporation to reflect such suppression.
4. Revision of articles 5, 11, 12 (case of suspension), 14, 21, 24 (merger between sub-funds), 27 and 31.
5. Amendment to article 18 of the Articles of Incorporation concerning the investment possibilities, more particularly the possibility to adopt master/feeder structures, of investment between sub-funds and of limitations to invest in other UCITS/UCIs.
6. Decision of the date of effectiveness of the items set out in the agenda.

The extraordinary general meeting may validly deliberate without any quorum. Decisions are validly taken at a majority of at least 2/3 of the votes cast at the meeting.

Shareholders may vote in person or by proxy. Each share is entitled to one vote.

Shareholders who are unable to attend this Extraordinary General Meeting, are kindly requested to return the proxy form available at the registered office of the Company, duly signed by fax to +352 47 67 33 45 and mail the original to CACEIS BL, 5, allée Scheffer L-2520 Luxembourg to the attention of Mrs Alexandra Schmitt. To be valid proxies should be received in Luxembourg by the Company before 5.00 p.m. (Luxembourg time) on 29 January 2015.

The Board of Directors .

Référence de publication: 2014207516/755/41.

Velosi Europe (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 924.769,59.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 174.222.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2014195583/13.

(140218379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Generali Multinational Pension Solutions SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 141.004.

Since the quorum required by the law on commercial companies dated August 10, 1915, as amended, has not been reached at the previous extraordinary shareholders' meeting of Generali Multinational Pension Solutions SICAV (the "Company") held on 23 December 2014, notice is hereby given to the shareholders of the Company that a

SECOND EXTRAORDINARY SHAREHOLDERS' MEETING

shall be held before Me Martine Schaeffer, 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, on 30 January 2015 at 10:30 a.m. local time with the following agenda:

Agenda:

1. Amendment to article 2 paragraphs 1 and 2 of the Articles of Incorporation to be reworded as follows:
 "The registered office of the Company is established in Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg.
 The board of directors is authorised to transfer the registered office of the Company within the municipality of Hesperange. The registered office may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or in case of plurality of shareholders by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for any amendment to the Articles of Incorporation."
2. Amendment to article 4 of the Articles of Incorporation to be reworded as follows:
 "The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and other assets permitted by law, with the purpose of spreading investment risks through diversification and affording its shareholders the results of the management of its assets.
 The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the largest extent permitted under the Part one of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended (the "2010 Law").
 The Company may appoint a management company submitted to Chapter 15 of the 2010 Law in order to carry out the functions of collective management as these functions are described in Annex II of the 2010 Law."
3. Suppression of the possibility to issue bearer shares and subsequent amendment to articles 6, 10 and 24 of the Articles of Incorporation to reflect such suppression.
4. Revision of articles 5, 11, 12 (case of suspension), 21, 24 (merger between sub-funds), 25, 26, 27 and 31.
5. Amendment to article 18 of the Articles of Incorporation concerning the investment possibilities, more particularly the possibility to adopt master/feeder structures, of investment between sub-funds and of limitations to invest in other UCITS/UCIs.
6. Decision of the date of effectiveness of the items set out in the agenda.

The extraordinary general meeting may validly deliberate without any quorum. Decisions are validly taken at a majority of at least 2/3 of the votes cast at the meeting.

Shareholders may vote in person or by proxy. Each share is entitled to one vote.

Shareholders who are unable to attend this Extraordinary General Meeting, are kindly requested to return the proxy form available at the registered office of the Company, duly signed by fax to +352 47 67 33 45 and mail the original to Caceis Bank Luxembourg, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg to the attention of Mrs Alexandra Schmitt. To be valid proxies should be received in Luxembourg by the Company before 5:00 p.m. (Luxembourg time) on January 29, 2015.

The Board of Directors .

Référence de publication: 2014207517/755/44.

BCGE Synchrony (LU) Funds, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion signé en date du 17 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GERIFONDS (LUXEMBOURG) S.A.
 BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG

Référence de publication: 2014205631/10.

(140228927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

North Investment Protected Note Issuer, Société Anonyme (en liquidation).

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 114.925.

Conformément aux dispositions de l'article 70 de la loi du 10 août 1915, nous avons l'honneur de vous informer qu'une:

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES OBLIGATAIRES

de la Société se tiendra le 26 janvier 2015 à 10h30, heure locale, au siège social de la Société, soit au 25A Boulevard Royal, 2ème étage, L-2449 Luxembourg, Forum Royal, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Prorogation du terme des échéances des emprunts obligataires en cours
2. Consolidation des emprunts émis en \$ (USD)
3. Modification des taux d'intérêts des emprunts obligataires en cours
4. Traitement des intérêts échus et à échoir
5. Divers

Les documents et informations qui doivent, en vertu de la loi, être communiqués à l'assemblée générale sont disponibles au siège social de la Société.

Chaque obligataire, sur présentation de son titre, peut obtenir gratuitement copies desdits documents du 12 janvier 2015 au 26 janvier 2015 pendant les heures de bureau.

Les porteurs d'obligations sont invités à participer à l'assemblée et à exercer leur droit de vote.

Les porteurs d'obligations peuvent se faire représenter par un mandataire détenant procuration écrite conforme au modèle disponible au siège social de la Société et pouvant être obtenu sur simple demande au siège social de la Société. Ce mandataire ne doit pas nécessairement être un obligataire de la Société.

Pour être valables, les procurations doivent parvenir au siège social de la Société au plus tard le 22 janvier 2015.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014200717/27.

Riva Global Fund SICAV SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 155.700.

Shareholders are hereby kindly convened to assist at the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the "Meeting") of the Fund which will be held on the 9 January 2015 at 11:00 a.m. (Luxembourg time) at the Fund's registered office to deliberate and vote on the following:

Agenda:

1. Presentation of the Report of the Board of Directors for the year ended December 31, 2011;
2. Presentation of the Report of the Board of Directors for the year ended December 31, 2012;
3. Presentation of the Report of the Board of Directors for the year ended December 31, 2013;
4. Presentation of the Report of the Auditors for the year ended December 31, 2011;
5. Presentation of the Report of the Auditors for the year ended December 31, 2012;
6. Presentation of the Report of the Auditors for the year ended December 31, 2013;
7. Approval of the Statement of Net Assets, Statement of Operations and Changes in Net Assets and Statements of Changes in Shares outstanding for the year ended December 31, 2011;
8. Approval of the Statement of Net Assets, Statement of Operations and Changes in Net Assets and Statements of Changes in Shares outstanding for the year ended December 31, 2012;
9. Approval of the Statement of Net Assets, Statement of Operations and Changes in Net Assets and Statements of Changes in Shares outstanding for the year December 31, 2013;
10. To approve the allocation of the net results for the year ended December 31, 2011;
11. To approve the allocation of the net results for the year ended December 31, 2012;
12. To approve the allocation of the net results for the year ended December 31, 2013;
13. To discharge the Board of Directors and the Auditors with respect to the performance of their duties for the year ended December 31, 2011;
14. To approve retroactively the re-appointment of Ms. Nathalie Davied Charbonnier, Mr. Roberto Almaleh, Mr. John Burke as Directors of the Company for the year ended December 31, 2011;

15. To approve retroactively the re-appointment of Ms. Nathalie Davied Charbonnier, Mr. Roberto Almaleh, Mr. John Burke as Directors of the Company for the year ended December 31, 2012;
16. To approve retroactively the resignation of Mr. John Burke from the Board of Directors of the Company with effect September 26, 2012;
17. To approve retroactively the appointment Mr. Boris Christinger as Director of the Company with effect September 26, 2012 until the year ended December 31, 2012;
18. To approve retroactively the re-appointment of Ms. Nathalie Davied Charbonnier, Mr. Roberto Almaleh, Mr. Boris Christinger as Directors of the Company for the year ended December 31, 2013;
19. To approve retroactively the resignation of Ms. Nathalie Charbonnier Davies from the Board of Directors of the Company with effect April 10, 2013;
20. To approve retroactively the appointment Mr. Dino Ghiglione as Director of the Company with effect April 10, 2013 until the year ended December 31, 2013;
21. To approve retroactively the re-appointment of Mr. Dino Ghiglione, Mr. Roberto Almaleh, Mr. Boris Christinger as Directors of the Company for the year ended December 31, 2014;
22. To approve retroactively the re-appointment of PricewaterhouseCoopers Luxembourg to serve as Auditor of the Company until the next annual general meeting of shareholders which will deliberate on the financial statements for the year ended December 31, 2011;
23. To approve retroactively the re-appointment of PricewaterhouseCoopers Luxembourg to serve as Auditor of the Company until the next annual general meeting of shareholders which will deliberate on the financial statements for the year ended December 31, 2012;
24. To approve retroactively the re-appointment of PricewaterhouseCoopers Luxembourg to serve as Auditor of the Company until the next annual general meeting of shareholders which will deliberate on the financial statements for the year ended December 31, 2013;
25. To re-appoint PricewaterhouseCoopers Luxembourg to serve as Auditor of the Company until the next annual general meeting of shareholders which will deliberate on the financial statements for the year ended December 31, 2014;
26. Any other business that may be brought forward to the meeting.

Please be informed that no quorum is required for the items on the agenda of the Meeting and the resolutions will be passed by a simple majority of the votes cast. Each share has a voting right.

Shareholders may vote in person or by proxy.

If you are not able to attend personally this Meeting, please sign and date the enclosed proxy form and return it to:

Mr. Ralf Voelker

TMF Fund Services (Luxembourg) S.A.

Email: Ralf.Voelker@lu.customhousegroup.com

Unico Building, 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

To be valid, proxy should be received in Luxembourg by the fund before 6 p.m. (Luxembourg Time) on January 7, 2014.

Luxembourg, December 19, 2014.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014201320/70.

Sus Bee Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 192.453.

Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der Verwaltungsratssitzung vom 04.12.2014

Der Verwaltungsrat beschließt einstimmig als Abschlussprüfer für den Jahresabschluss zum 31. Dezember 2015 PricewaterhouseCoopers, mit Sitz 2, rue Gerhard Mercator, L - 2182 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 65477), zu bestimmen.

Luxembourg, den 8. Dezember 2014.

Beglaubigte Kopie

Für die Gesellschaft

Unterschrift

Référence de publication: 2014196323/15.

(140219286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Bonster S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 80.801.

In the year two thousand fourteen, on the fifteenth day of December,
before Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand-Duchy of Luxembourg,
was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Bonster S.A. a public limited company (société anonyme) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 65, Boulevard Grand-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 80.801 (the Company) and incorporated pursuant to a deed of Maître Jacques Delvaux, a notary resident in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on February 19, 2001 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, on October 1, 2001, under number 830, page 39802. The articles of association of the Company (the Articles) were amended for the last time pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, a notary resident in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on December 14, 2011 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, on January 17, 2012, under number 130, page 6199.

The Meeting is chaired by Claudine Schoellen, employee, residing professionally in Echternach (the Chairman). The Chairman appoints Peggy Simon, employee, residing professionally in Echternach as Secretary of the Meeting.

The Meeting elects Peggy Simon, prenamed, as Scrutineer of the Meeting (the Chairman, the Secretary and the Scrutineer being collectively referred to hereafter as the Bureau of the Meeting).

The Bureau having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

I. The entirety of the share capital of the Company being represented at the Meeting, the shareholders of the Company waive the convening notices, the shareholders of the Company considering themselves as duly convened and declaring themselves to have perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

II. the agenda of the Meeting is as follows:

1. Waiver of the convening notices;

2. Decrease of the share capital of the Company from its current amount of one million forty thousand United States Dollars (USD 1,040,000.-) to an amount of forty thousand United States Dollars (USD 40,000.-) by way of cancellation of five hundred thousand (500,000) Class A shares with a nominal value of two United States Dollars (USD 2.-) each, representing the entirety of the class A shares of the Company (the Class A Shares);

3. Increase of the share capital of the Company from the amount of forty thousand United States Dollars (USD 40,000.-) represented by ten thousand (10,000) Class B shares and ten thousand (10,000) Class S shares, having a par value of two United States Dollars (USD 2.-) each, to the amount of sixty thousand United States Dollars (USD 60,000.-) represented by fifteen thousand (15,000) Class B shares and fifteen thousand (15,000) Class S shares having a par value of two United States Dollars (USD 2.-) each, by way of the incorporation into the share capital of reserves in an amount of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000.-) which are booked in the reserve account 1383, with issuance to the remaining sole shareholder of five thousand (5,000) new Class B shares and five thousand (5,000) new Class S shares with a par value of two United States Dollars (USD 2.-) each, having the same rights and obligations as the existing Class B shares and Class S shares respectively;

4. Subsequent full restatement of the articles of association of the Company, the corporate object clause being amended as follows:

“ Art. 3. Corporate object.

(i) The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any company or enterprise in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

(ii) The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

(iii) The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

(iv) The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.”;

5. Acknowledgement of the resignation of Mr Vincent HOOGLAND, Rabo Merchant Bank NV and Yann Chaumond as directors of the Company;

6. Appointment of Sébastien Bombenger as director of the Company;

7. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any director of the Company, each acting individually, to proceed on behalf of the Company to the registration of the cancellation of the Class A Shares and the issuance of the new Class B shares and Class S shares pursuant to the capital increase in the register of shareholders of the Company; and

8. Miscellaneous.

III. The name of the represented shareholders and the number of the shares they hold are shown on an attendance list. This attendance list signed by the attorney-in-fact of the represented shareholders and the undersigned notary, together with the proxies of the represented shareholders, after having been signed *ne varietur*, will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

IV. It appears from the said attendance list, that all the five hundred twenty thousand (520,000) shares representing the entire share capital of the Company in circulation are present or represented at the present Meeting, so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda which have previously been communicated to the shareholders present and represented, and expressly declaring to acknowledge it.

V. The Meeting has taken the following resolutions unanimously:

First resolution

The entirety of the share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the shareholders represented considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The shareholders resolve to decrease the share capital of the Company from its current amount of one million forty thousand United States Dollars (USD 1,040,000.-) to an amount of forty thousand United States Dollars (USD 40,000.-) by way of cancellation of five hundred thousand (500,000) Class A Shares with a nominal value of two United States Dollars (USD 2.-) each, representing the entirety of the Class A Shares of the Company.

The shareholders acknowledge that the aggregate nominal value of the cancelled Class A Shares (i.e. USD 1,000,000.-) plus the amount of USD 0.20 per cancelled Class A Share (i.e. an amount of one hundred thousand United States Dollars (USD 100,000.-) (in total, an amount of one million one hundred thousand United States Dollars (USD 1,100,000.-) shall be refunded to the holders of the Class A Shares in accordance with article 69 (2) and (3) of the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended and article 4.5 of the articles of association of the Company.

Third resolution

The sole shareholder further resolves to increase the share capital of the Company in order to bring the said share capital from its present amount of forty thousand United States Dollars (USD 40,000.-) represented by ten thousand (10,000) Class B shares and ten thousand (10,000) Class S shares, having a par value of two United States Dollars (USD 2.-) each, to the amount of sixty thousand United States Dollars (USD 60,000.-) represented by fifteen thousand (15,000) Class B shares and fifteen thousand (15,000) Class S shares having a par value of two United States Dollars (USD 2.-) each, by way of the incorporation into the share capital of reserves in an amount of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000.-) (the Incorporated Reserves) which are booked in the reserve account number 1383, with issuance to the sole shareholder of five thousand (5,000) new Class B shares and five thousand (5,000) new Class S shares with a par value of two United States Dollars (USD 2.-) each, having the same rights and obligations as the existing Class B shares and Class S shares respectively.

The sole shareholder acknowledges and confirms that an interim balance sheet of the Company dated November 3, 2014 shows that the Company has available reserves in the account 1383 for an amount equal to at least the amount of the Incorporated Reserves.

Fourth resolution

The sole shareholder resolves to fully restate the Articles which shall henceforth read as follows:

VIII. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “Bonster SA.” (the Company). The Company is a public company limited by shares (*société anonyme*) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of directors (the Board). It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders (the General Meeting), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. If the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any company or enterprise in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

IX. Capital - Shares**Art. 5. Capital.**

5.1. The share capital is set at sixty thousand United States Dollars (USD 60,000.-), represented by:

i. fifteen thousand (15,000) Class B shares, having a nominal value of two United States Dollars (USD 2,-) each (the Class B Shares); and

ii. fifteen thousand (15,000) Class S shares, having a nominal value of two United States Dollars (USD 2,-) each (the Class S Shares and together with the Class B Shares, the Shares and individually a Share).

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The Shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The Shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

6.3. A register of Shares shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.4. A Share transfer shall be carried out by the entry in the register of shares of a declaration of transfer, duly signed and dated by either:

(i) both the transferor and the transferee or their authorised representatives; or

(ii) any authorised representative of the Company,

following a notification to, or acceptance by, the Company, in accordance with Article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.5. Any document recording the agreement between the transferor and the transferee, which is validly signed by both parties, may be accepted by the Company as evidence of a Share transfer.

6.6. The Company may redeem its own Shares within the limits set out in the Law.

6.7. The holders of the Class S Shares may elect at any time on or after October 1, 2008, by a majority decision of the holders of the Class S Shares, to have part of their Class S Shares converted into Class C non-voting shares (the Class C Shares). Upon such conversion, which conversion requires an amendment of these Articles, in accordance with these Articles, each Class S Share so converted shall be converted into one Class C Share. The Class C Shares shall have no voting rights except as provided for in the Law and in particular in its article 46.

6.8. The holders of the Class S Shares may elect at any time, by a majority decision of the holders of the holders of the Class S Shares, to have part of their Class S Shares converted into additional Class B Shares. Upon such conversion, which conversion requires amendment of these Articles in accordance with these Articles, each Class S Share so converted shall be converted into one Class B Share. In the event that the holders of the Class S Shares desire to convert their Class S Shares into more Class B Shares than are available for conversion, each holder of Class S Shares has the right to participate in the conversion on a pro rata basis, determined based on the number of Class S Shares it holds.

6.9. The Class B Shares are redeemable at the option of the Company in accordance with the Law and these articles of association. Upon redemption of any of the Class B Shares, each Class B Share will receive a redemption price equal to its nominal value plus U.S.\$ 0.20. In case of a redemption upon liquidation of the Company, this paragraph shall have no effect and payments on the Class B Shares shall be governed by Article 15.2

6.10. A register of each class of Shares (the Register) will be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholder. The Register will contain: (i) the precise designation of each shareholder; (ii) the number and class of Shares held by such shareholder; (iii) the transfer restriction applicable to each class of Shares; (iv) the payments made on the Shares; and (v) details of all transfers of Shares and the dates of such transfers. Ownership of Shares will be established by inscription in the Register. The Shares may be represented by certificates issued by the Company (Share Certificates), which Share Certificates may be legended so as to reflect restrictions and conditions agreed upon by a shareholder of which the Company has been notified.

6.11. Each Share shall be issued only in registered form, and the name and address of the holder thereof shall be entered into the applicable Register maintained by the Company at its registered office. The person in whose name a Share is recorded in the respective Register is, and shall be deemed to be, the owner and record holder thereof for all purposes. The Shares shall at times remain in registered form.

X. Management - Representation

Art. 7. Board of directors.

7.1. Composition of the board of directors

(i) The Company shall be managed by the Board, which shall comprise at least three (3) members. The directors need not be shareholders.

(ii) The General Meeting shall appoint the directors and determine their number, their remuneration and the term of their office. Directors cannot be appointed for a term of office of more than six (6) years but are eligible for re-appointment at the expiry of their term of office. The General Meeting may decide to appoint one or several class A directors and one or several class B directors.

(iii) Directors may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the General Meeting.

(iv) If a legal entity is appointed as a director, it must appoint a permanent representative to perform its duties. The permanent representative is subject to the same rules and incurs the same liabilities as if he had exercised his functions in his own name and on his own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the legal entity which it represents.

(v) Should the permanent representative be unable to perform its duties, the legal entity must immediately appoint another permanent representative.

(vi) If the office of a director becomes vacant, the other directors, acting by a simple majority, may fill the vacancy on a provisional basis until a new director is appointed by the next General Meeting.

7.2. Powers of the board of directors

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

(iii) The Board is authorised to delegate the day-to-day management, and the power to represent the Company in this respect, to one or more directors, officers, managers or other agents, whether shareholders or not, acting either individually or jointly. If the day-to-day management is delegated to one or more directors, the Board must report to the annual General Meeting any salary, fee and/or any other advantage granted to those director(s) during the relevant financial year.

7.3. Procedure

(i) The Board must appoint a chairperson from among its members, and may choose a secretary who need not be a director and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of General Meetings.

(ii) The Board shall meet at the request of the chairperson or any two (2) directors, at the place indicated in the notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(iii) Written notice of any Board meeting shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iv) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A director may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(v) A director may grant to another director a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(vi) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board Resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the directors present or represented, provided that if the General Meeting has appointed one or several class A directors and one or several class B directors, at least one (1) class A director and one (1) class B director votes in favour of the resolution. The chairman shall have a casting vote in the event of a tied vote, except if the Board is composed of one or several class A directors and one or several class B directors. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson, by all the directors present or represented at the meeting, or by the secretary (if any).

(vii) Any director may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(viii) Circular resolutions signed by all the directors shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

(ix) A director who has an interest in a transaction carried out other than in the ordinary course of business which conflicts with the interests of the Company must advise the Board accordingly and have the statement recorded in the minutes of the meeting. The director concerned may not take part in the deliberations concerning that transaction. A special report on the relevant transaction shall be submitted to the shareholders at the next General Meeting, before any vote on any other resolution.

7.4. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two (2) directors.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the joint or single signature of any persons to whom special signatory powers have been delegated by the Board.

Art. 8. Sole director.

8.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the Company may be managed by a single director until the General Meeting following the introduction of an additional shareholder; and

(ii) any reference in the Articles to the Board, the directors, some directors or any director should be read as a reference to that sole director, as appropriate.

8.2. Transactions entered into by the Company which conflict with the interest of its sole director must be recorded in minutes. This does not apply to transactions carried out under normal circumstances in the ordinary course of business.

Art. 9. Liability of the directors. The directors may not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the Company's name, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

XI. Shareholders

Art. 10. General meetings of shareholders.

10.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting). The General Meeting has full powers to adopt and ratify all acts and operations which are consistent with the Company's corporate object.

(ii) Each Share entitles the holder to one (1) vote.

10.2. Notices, quorum, majority and voting proceedings

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board or the statutory auditor(s). The Shareholders must be convened to a General Meeting following a request from shareholders representing at least one-tenth (1/10) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Any shareholder may, if so offered by the Company, participate in any General Meeting by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at the meeting.

(vii) Any shareholder may vote by using the forms provided by the Company for that purpose. Voting forms must contain the date, place and agenda of the meeting and the text of the proposed resolutions. For each resolution, the form must contain three boxes allowing for a vote for or against that resolution or an abstention. Shareholders must return the voting forms to the Company's registered office. Only voting forms received prior to the General Meeting shall be taken into account in calculating the quorum for the meeting. Voting forms which indicate neither a voting intention nor an abstention shall be considered void.

(viii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by a simple majority vote, regardless of the proportion of share capital represented.

(ix) An extraordinary General Meeting may only amend the Articles if at least one-half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles, including the text of any proposed amendment to the Company's object or form. If this quorum is not reached, a second General Meeting shall be convened by means of notices published twice in the Mémorial and two Luxembourg newspapers, at an interval of at least fifteen (15) days and fifteen (15) days before the meeting. These notices shall state the date and agenda of the General Meeting and the results of the previous General Meeting. The second General Meeting shall deliberate validly regardless of the proportion of capital represented. At both General Meetings, resolutions must be adopted by at least two-thirds of the votes cast.

(x) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment in the Company shall require the unanimous consent of the shareholders and bondholders (if any).

Art. 11. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders or the General Meeting is to be read as a reference to the sole shareholder, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

XII. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 12. Financial year and approval of annual accounts.

12.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

12.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss account, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by the officers, directors and statutory auditors to the Company.

12.3. One month before the annual General Meeting, the Board shall provide the statutory auditors with a report on, and documentary evidence of, the Company's operations. The statutory auditors shall then prepare a report setting out their proposals.

12.4. The annual General Meeting shall be held at the registered office or in any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the second Monday of May of each year at 10.00 a.m. If that day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following business day.

Art. 13. Auditors.

13.1. The Company's operations shall be supervised by one or more statutory auditors (commissaires).

13.2. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

13.3. The General Meeting shall appoint the statutory auditors (commissaires)/external auditors (réviseurs d'entreprises agréés), and determine their number and remuneration and the term of their office. The term of office of the statutory auditors may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 14. Allocation of profits.

14.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

14.2. Prior to any distribution of dividends on any other Shares, a preferential and recoverable dividend shall be distributed in respect of each financial year of the Company with respect to the holders of Class C Shares, if any, corresponding to 10% of their nominal value.

14.3. The General Meeting, upon recommendation of the Board shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may declare from time to time ordinary dividends, provided always that ordinary dividends shall be distributed, *pari passu*, with respect to the holders of any class of Shares, and provided that dividends in respect of each financial year of the Company distributed on the Class B Shares shall not exceed an amount corresponding to 10% of the aggregate nominal value of the Class B Shares.

14.4. The General Meeting shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. It may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

14.5. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) the statutory auditors (*commissaires*) or the approved external auditors (*réviseurs d'entreprises agréés*), as applicable, must prepare a report addressed to the Board which must verify whether the above conditions have been met.

XIII. Dissolution - Liquidation

Art. 15. Dissolution - Liquidation.

15.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles. The General Meeting shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the General Meeting, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

15.2. The assets of the Company (including any proceeds thereof) upon liquidation will be distributed in the following order of priority:

a. First, towards payment in full of all liabilities of the Company, including amounts payable in respect of any securities of the Company other than Class B Shares, Class C Shares and Class S Shares;

b. Second, after payment of amounts referred to in clause (a) above, to the holders of the Class C Shares (if any), any accrued but unpaid dividends on the Class C Shares (such amount to be distributed pro rata in accordance with the Class C Shares held by such holders);

c. Third, after payment of amounts referred to in clauses (a) and (b) above, to the holders of the Class C Shares (if any) as a return of capital, an amount equal to the nominal value thereof (such amount to be distributed pro rata in accordance with the Class C Shares held by such holders);

d. Fourth, after payment of amounts referred to in clauses (a) through (c) above, to the holders of the Class B Shares as a return of capital, an amount equal to the nominal value thereof (such amount to be distributed pro rata in accordance with the Class B Shares held by such holders);

e. Fifth, after payment of amounts referred to in clauses (a) through (d) above, to the holders of the Class S Shares as a return of capital, an amount equal to the nominal value thereof (such amount to be distributed pro rata in accordance with the Class S Shares held by such holders);

f. Sixth, after payment of amounts referred to in clauses (a) through (e) above, to the holders of the Class B Shares, an amount equal to U.S.\$2,000 (such amount to be distributed pro rata in accordance with the Class B Shares held by such holders);

g. the remainder, after payment of the amounts in clauses (a) through (f) above, to the holders of the Class S Shares (such amount to be distributed pro rata in accordance with the Class S Shares held by such holders).

XIV. General provision

Art. 16. General provision.

16.1. Notices and communications may be made or waived and circular resolutions may be evidenced in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

16.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a director, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

16.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of circular resolutions or resolutions adopted by telephone or video

conference may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

16.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Fifth resolution

The sole shareholder resolves to acknowledge the resignation of Mr Vincent HOOGLAND, Rabo Merchant Bank NV and Yann Chaumond as directors of the Company with effect as of the date hereof and resolves to grant them full discharge (quitus) for the execution of their mandate.

Sixth resolution

The sole shareholder resolves to appoint Sébastien Bombenger, a French citizen, born in Colmar, France, on 23 January 1983 and having its professional address at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg as director of the Company with effect as of the date hereof for a renewable period of three (3) years.

Seventh resolution

The sole shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorizes any directors of the Company, each acting individually to proceed on behalf of the Company to the registration of the cancellation of the Class A Shares and the capital increase with issuance of new Class B shares and new Class S shares in the register of shareholders of the Company.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text shall prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Echternach, on the day indicated at the beginning of this deed. After reading this deed aloud to the Bureau's members, the notary signs it with the Bureau's members.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quinzième jour de décembre,
par devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg,
s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de Bonster S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 65, Boulevard Grand-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 80.801 (la Société) et constituée suivant un acte de Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg le 19 février 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 1^{er} octobre 2001, sous le numéro 830, page 39802. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg le 14 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 17 janvier 2012, sous le numéro 130, page 6199.

L'Assemblée est présidée par Claudine Schoellen, employée, de résidence professionnelle à Echternach (le Président). Le Président nomme Peggy Simon, employée, de résidence professionnelle à Echternach, comme Secrétaire de l'Assemblée.

L'Assemblée choisit Peggy Simon, prénommée, comme Scrutateur (le Président, le Secrétaire et le Scrutateur sont ensemble désignés comme le Bureau de l'Assemblée).

Le Bureau ayant ainsi été constitué, le Président déclare et demande au notaire d'acter que:

I. L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à l'Assemblée, les actionnaires de la Société renoncent aux formalités de convocation, se considérant comme valablement convoqués et déclarant eux-mêmes avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué en avance.

II. l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Réduction du capital social de la Société de son montant actuel de un million quarante mille dollars américains (USD 1.040.000,-) à un montant de quarante mille dollars américains (USD 40.000,-) par voie de l'annulation de cinq cent mille (500.000) actions de Catégorie A d'une valeur nominale de deux dollars américains (USD 2,-) chacune, représentant l'intégralité des actions de catégorie A de la Société (les Actions de Catégorie A);
3. Augmentation du capital social de la Société de son montant actuel de quarante mille dollars américains (USD 40.000,-) représenté par dix mille (10.000) actions de Catégorie B et dix mille (10.000) actions de Catégorie S, d'une

valeur nominale de deux dollars américains (USD 2,-) chacune, à un montant de soixante mille dollars américains (USD 60.000,-), représenté par quinze mille (15.000) actions de Catégorie B et quinze mille (15.000) actions de Catégorie S d'une valeur nominale de deux dollars américains (USD 2,-) chacune, par voie de l'incorporation de réserves dans le capital social pour un montant de vingt mille dollars américains (USD 20.000,-) qui sont comptabilisées dans le compte 1383, avec l'émission de cinq mille (5.000) nouvelles actions de Catégorie B et cinq mille (5.000) nouvelles actions de Catégorie S d'une valeur nominale de deux dollars américains (USD 2,-) chacune au profit de l'actionnaire unique restant, conférant des droits et des obligations identiques à ceux des actions de Catégorie B et des actions de Catégorie S respectivement;

4. Refonte complète subséquente des statuts de la Société, la clause relative à l'objet social étant modifié de la manière suivante:

« Art. 3. Objet Social.

(i) L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir, par souscription, achat et échange ou de toute autre manière, tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

(ii) La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres de dette et de capital de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées et tout autre société. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société, et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. Pour lever toute ambiguïté, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

(iii) La Société peut employer toutes les techniques, moyens juridiques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

(iv) La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.»

5. Reconnaissance de la démission de Monsieur Vincent HOOGLAND, Rabo Merchant Bank NV et Monsieur Yann Chaumond en qualité d'administrateurs de la Société;

6. Désignation de Sébastien Bombenger en qualité d'administrateur de la Société;

7. Modification du registre des actionnaires de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout administrateur de la Société, chacun agissant individuellement, à l'effet de procéder pour le compte de la Société à l'inscription, dans le registre des actionnaires de la Société, de l'annulation des Actions de Catégorie A et à l'émission des nouvelles actions de Catégorie B et des nouvelles actions de Catégorie S conformément à l'augmentation de capital; et

8. Divers.

III. Le nom des actionnaires représentés et le nombre des actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Ladite liste de présence signée par le mandataire des actionnaires représentés et le notaire instrumentant, avec les procurations des actionnaires représentés après avoir été signées «ne varietur», resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

IV. Il ressort de ladite liste de présence que toutes les cinq cent vingt mille (520.000) actions représentant l'intégralité du capital social de la Société en circulation sont présentes ou représentées à la présente Assemblée, de sorte que l'Assemblée peut valablement décider sur tous les points de l'ordre du jour qui a été communiqué au préalable aux actionnaires présents ou représentés qui déclarent expressément le reconnaître.

V. L'Assemblée a pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

L'intégralité du capital social étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les actionnaires représentés se considérant eux-mêmes comme dûment convoqués et déclarant avoir eu une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

Les actionnaires décident de réduire le capital social de la Société de son montant actuel de un million quarante mille dollars américains (USD 1.040.000,-) à un montant de quarante mille dollars américains (USD 40.000,-) par voie de

l'annulation de cinq cent mille (500.000) actions de Catégorie A d'une valeur nominale de deux dollars américains (USD 2,-) chacune, représentant l'intégralité des actions de Catégorie A de la Société.

Les actionnaires reconnaissent que la valeur nominale totale des Actions de Catégorie A annulées (i.e. USD 1.000.000,-) plus le montant de USD 0,20 par Action de Catégorie A annulée (i.e. un montant de cent mille dollars américains (USD 100.000,-) (soit un total de un million cent mille dollars américains (USD 1.100.000,-) sera remboursé aux détenteurs d'Actions de Catégorie A conformément à l'article 69 (2) et (3) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et à l'article 4.5 des statuts de la Société.

Troisième résolution

Les actionnaires décident en outre d'augmenter le capital social de la Société afin de le porter de son montant actuel de quarante mille dollars américains (USD 40.000,-) représenté par dix mille (10.000) actions de Catégorie B et dix mille (10.000) actions de Catégorie S, d'une valeur nominale de deux dollars américains (USD 2,-) chacune, à un montant de soixante mille dollars américains (USD 60.000,-), représenté par quinze mille (15.000) actions de Catégorie B et quinze mille (15.000) actions de Catégorie S d'une valeur nominale de deux dollars américains (USD 2,-) chacune, par voie de l'incorporation de réserves dans le capital social pour un montant de vingt mille dollars américains (USD 20.000,-) (les Réserves Incorporées) qui sont comptabilisées dans le compte 1383, avec l'émission de cinq mille (5.000) nouvelles actions de Catégorie B et cinq mille (5.000) nouvelles actions de Catégorie S d'une valeur nominale de deux dollars américains (USD 2,-) chacune au profit de l'actionnaire unique, conférant des droits et des obligations identiques à ceux des actions de Catégorie B et des actions de Catégorie S respectivement.

L'actionnaire unique reconnaît et confirme qu'un bilan intérimaire de la Société en date du 3 novembre 2014 démontre que la Société dispose de réserves disponibles dans le compte 1383 pour un montant égal au moins aux Réserves Incorporées.

Quatrième résolution

L'actionnaire unique décide de reformuler intégralement les Statuts qui auront désormais la teneur suivante:

I. Dénomination - Siège social - Objet- Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est «Bonster S.A.» (la Société). La Société est une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, au Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil d'administration (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires (l'Assemblée Générale), selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir, par souscription, achat et échange ou de toute autre manière, tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres de dette et de capital de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées et tout autre société. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société, et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. Pour lever toute ambiguïté, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques, moyens juridiques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs actionnaires.

II. Capital - Actions

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à soixante mille dollars américains (USD 60.000,-) représenté par:

i. quinze mille (15.000) Actions de Catégorie B, ayant une valeur nominale de deux dollars américains (USD 2,-) chacune (les Actions de Catégorie B); et

ii. quinze mille (15.000) Actions de Catégorie S, ayant une valeur nominale de deux dollars américains (USD 2,-) chacune (les Actions de Catégorie S et avec les Actions de Catégorie B, les Actions et individuellement une Action).

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Actions.

6.1. Les Actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un seul (1) propriétaire par action.

6.2. Les Actions sont et resteront des actions nominatives.

6.3. Un registre des Actions est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque actionnaire.

6.4. Une cession d'Action s'opère par la mention sur le registre des actions, d'une déclaration de transfert, valablement datée et signée:

(i) par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires; ou

(ii) tout mandataire de la Société,

suivant une notification à, ou une acceptation par, la Société, conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.5. La Société peut également accepter comme preuve du transfert d'Action, tout document établissant l'accord du cédant et du cessionnaire qui est valablement signé par les deux parties.

6.6. La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi.

6.7. Les détenteurs d'Actions de Catégorie S peuvent décider à tout moment le 1^{er} octobre 2008 ou après cette date, par une décision prise à la majorité des détenteurs d'Actions de Catégorie S, d'obtenir qu'une partie de leurs Actions de Catégorie S soit convertie en Actions de Catégorie C sans droit de vote (les Actions de Catégorie C). A compter de ladite conversion qui exige une modification des Statuts, et conformément aux Statuts, chaque Action de Catégorie S ainsi convertie sera convertie en une Action de Catégorie C. Les Actions de Catégorie C ne confère aucun droit de vote à l'exception de ce qui est prévu par la Loi et en particulier à son article 46.

6.8. Les détenteurs d'Actions de Catégorie S peuvent décider à tout moment, par une décision prise à la majorité des détenteurs d'Actions de Catégorie S, d'obtenir qu'une partie de leurs Actions de Catégorie S soit convertie en Actions de Catégorie B supplémentaires. A compter de ladite conversion qui exige une modification des Statuts, et conformément aux Statuts, chaque Action de Catégorie S ainsi convertie sera convertie en une Action de Catégorie B. Dans le cas où les détenteurs d'Actions de Catégorie S souhaitent convertir leurs Actions de Catégorie S en davantage d'Action de Catégorie B qui ne sont disponibles pour la conversion, chaque détenteur d'Actions de Catégorie S a le droit de participer à la conversion sur une base proportionnelle, déterminée selon le nombre d'Actions de Catégorie S qu'il détient.

6.9. Les Actions de Catégorie B sont rachetables à la discrétion de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts. A compter du Rachat de toute Action de Catégorie B, chaque Action de Catégorie B recevra un prix de rachat égal à sa valeur nominale plus USD 0,20. Dans le cas d'un rachat dans le cadre d'une liquidation de la Société, le présent paragraphe est sans effet et les paiements au titre des Actions de Catégorie B sont régis par l'article 15.2.

6.10. Un registre de chaque catégorie d'Actions (le Registre) sera tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque actionnaire. Le Registre contiendra (i) l'identification précise de chaque actionnaire; (ii) le nombre et la catégorie d'Actions détenus par ledit actionnaire; (iii) les restrictions de cession applicables à chaque catégorie d'Actions; (iv) les paiements versés au titre des Actions; et (v) les détails et date de toutes les cessions d'Actions. La propriété des Actions sera prouvée par l'inscription dans le Registre. Les Actions peuvent être représentées par des certificats émis par la Société (les Certificats d'Actions), lesquels peuvent être annotés à l'effet de refléter les restrictions et conditions convenues par un actionnaire et notifiées par la Société.

6.11. Toute Action est strictement émise sous forme nominative, et le nom et l'adresse du détenteur seront indiqués dans le Registre concerné conservé par la Société à son siège social. La personne au nom de laquelle une Action est enregistrée dans le Registre applicable est, et sera réputée être, le propriétaire et détenteur inscrit de celle-ci à toutes fins. Les Actions sont et demeurent sous forme nominative.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil d'administration.

7.1. Composition du conseil d'administration

(i) La Société est gérée par le Conseil composé de trois (3) membres au moins, qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

(ii) L'Assemblée Générale nomme les administrateurs et fixe leur nombre, leur rémunération ainsi que la durée de leur mandat. Les administrateurs ne peuvent pas être nommés pour plus de six (6) ans, mais sont rééligibles à la fin de leur mandat. L'Assemblée Générale peut décider de nommer un ou plusieurs administrateurs de classe A et un ou plusieurs administrateurs de classe B.

(iii) Les administrateurs sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision de l'Assemblée Générale.

(iv) Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent à l'effet d'accomplir sa mission. Ce représentant permanent est soumis aux mêmes règles et encourt les mêmes responsabilités que s'il avait exercé ses fonctions en son nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

(v) Si le représentant permanent se trouve dans l'incapacité d'exercer sa mission, la personne morale doit nommer immédiatement un autre représentant permanent.

(vi) En cas de vacance d'un poste d'administrateur, la majorité des administrateurs restants peut y pourvoir provisoirement jusqu'à la nomination définitive, qui a lieu lors de la prochaine Assemblée Générale.

7.2. Pouvoirs du conseil d'administration

(v) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux actionnaires sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(vi) Le Conseil peut déléguer des pouvoirs spéciaux ou limités à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(vii) Le Conseil peut déléguer la gestion journalière et le pouvoir de représenter la Société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement. Si la gestion journalière est déléguée à un ou plusieurs administrateurs, le Conseil doit rendre compte à l'Assemblée Générale annuelle, de tous traitements, émoluments et/ou avantages quelconques, alloués à ce(s) administrateur(s) pendant l'exercice social en cause.

7.3. Procédure

(i) Le Conseil doit élire en son sein un président et peut désigner un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être administrateur, et qui est responsable de la tenue des procès-verbaux de réunions du Conseil et des Assemblées Générales.

(ii) Le Conseil se réunit sur convocation du président ou de deux (2) administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(iii) Une convocation écrite de toute réunion du Conseil est donnée à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iv) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un administrateur peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant à des heures et dans des lieux fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(v) Un administrateur peut donner une procuration à tout autre administrateur afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(vi) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés, à condition que, si les associés ont nommé un ou plusieurs administrateurs de classe A et un ou plusieurs administrateurs de classe B, au moins un (1) administrateur de classe A et un (1) administrateur de classe B votent en faveur de la décision. La voix du président est prépondérante en cas de partage des voix, sauf si le Conseil se compose d'un ou de plusieurs administrateurs de classe A et d'un ou de plusieurs administrateurs de classe B. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président, par tous les administrateurs présents ou représentés à la réunion ou par le secrétaire (s'il en existe un).

(vii) Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les administrateurs sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(ix) Tout administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société dans une transaction qui ne concerne pas des opérations courantes conclues dans des conditions normales, est tenu d'en aviser le Conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la réunion. L'administrateur en cause ne peut prendre part aux délibérations relatives à cette transaction. Un rapport spécial relatif à la transaction concernée est soumis aux actionnaires avant tout vote, lors de la prochaine Assemblée Générale.

7.4. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers, en toutes circonstances, par les signatures conjointes de deux (2) administrateurs.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toutes personnes à qui des pouvoirs de signature spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 8. Administrateur unique.

8.1. Dans le cas où le nombre des actionnaires est réduit à un (1):

(i) la Société peut être gérée par un administrateur unique jusqu'à l'Assemblée Générale suivant l'introduction d'un actionnaire supplémentaire; et

(ii) toute référence dans les Statuts au Conseil, aux administrateurs, à quelques administrateurs ou à un quelconque administrateur doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet administrateur unique.

8.2. Les transactions conclues par la Société doivent être mentionnées dans des procès-verbaux si elles sont intervenues avec son administrateur unique ayant un intérêt opposé, sauf si elles concernent des opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 9. Responsabilité des administrateurs. Les administrateurs ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Actionnaires

Art. 10. Assemblée générale des actionnaires.

10.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des actionnaires sont adoptées lors d'une assemblée générale des actionnaires (chacune une Assemblée Générale). L'Assemblée Générale a les pouvoirs les plus étendus pour adopter et ratifier tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Chaque action donne droit à un (1) vote.

10.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les actionnaires peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil ou du/des commissaire(s). Les Actionnaires doivent y être convoqués à la demande des actionnaires représentant au moins un dixième (1/10) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les actionnaires au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales se tiennent au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un actionnaire peut donner une procuration écrite à toute autre personne (qui ne doit pas être un actionnaire) afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Tout actionnaire peut, si la Société le permet, participer à toute Assemblée Générale par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion.

(vii) Tout actionnaire peut voter au moyen de formulaires de vote fournis par la Société à cet effet. Les formulaires de vote doivent indiquer la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion et le texte des résolutions proposées. Pour chaque résolution, le formulaire doit contenir trois cases permettant de voter en faveur de cette résolution, de voter contre ou de s'abstenir. Les formulaires de vote doivent être renvoyés par les actionnaires au siège social de la Société. Pour le calcul du quorum, seuls les formulaires de vote reçus par la Société avant la réunion de l'Assemblée Générale sont pris en compte. Les formulaires de vote qui n'indiquent ni une intention de vote ni une abstention sont nuls.

(viii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, quelle que soit la proportion du capital social représenté.

(ix) Une Assemblée Générale extraordinaire ne peut modifier les Statuts que si la moitié au moins du capital social est représenté et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées ainsi que le texte de celles qui modifient l'objet social ou la forme de la Société. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale peut être

convoquée par annonces insérées deux fois, à quinze (15) jours d'intervalle au moins et quinze (15) jours avant l'Assemblée, dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Ces convocations reproduisent l'ordre du jour de la réunion et indiquent la date et les résultats de la précédente réunion. La seconde Assemblée Générale délibère valablement quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux Assemblées Générales, les résolutions doivent être adoptées par au moins les deux tiers des voix exprimées.

(x) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un actionnaire dans la Société exige le consentement unanime des actionnaires et des obligataires (s'il y a lieu).

Art. 11. Actionnaire unique. Lorsque le nombre des actionnaires est réduit à un (1):

- (i) l'actionnaire unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;
- (ii) toute référence dans les Statuts aux actionnaires ou à l'Assemblée Générale doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet actionnaire unique; et
- (iii) les résolutions de l'actionnaire unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 12. Exercice social et approbation des comptes annuels.

12.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

12.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaire(s) envers la Société.

12.3. Un mois avant l'Assemblée Générale annuelle, le Conseil remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la Société aux commissaires. Les commissaires préparent ensuite un rapport contenant leurs propositions.

12.4. L'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le deuxième lundi du mois de mai de chaque année à 10 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le jour ouvré suivant.

Art. 13. Commissaires / Réviseurs d'entreprises.

13.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires.

13.2. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, quand la loi le requiert.

13.3. L'Assemblée Générale nomme les commissaires / réviseurs d'entreprises agréés et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. Le mandat des commissaires ne peut pas dépasser six (6) ans mais peut être renouvelé.

Art. 14. Affectation des bénéfices.

14.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

14.2. Avant toute distribution de dividendes au titre de toute autre Action, un dividende préférentiel et recouvrable sera distribué lors de chaque exercice social concernant les détenteurs d'Actions de Catégories C, le cas échéant, correspondant à 10% de leur valeur nominale.

14.3. L'Assemblée Générale décide, sur recommandation du Conseil, de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels et peu de temps à autre déclarer des dividendes ordinaires, à condition toutes les fois, que lesdits dividendes ordinaires soit distribués pari pasu, aux détenteurs de toute catégorie d'Actions, et à condition que les dividendes au titre de chaque exercice social, distribués au titre des Actions de Catégorie B n'excèdent pas un montant correspondant à 10% de la valeur nominale totale des Actions de Catégorie B.

14.4. L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle peut allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

14.5. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

- (viii) le Conseil établit des comptes intérimaires;
- (ix) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale ou statutaire;
- (x) le Conseil doit décider de distribuer des dividendes intérimaires dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et
- (xi) les commissaires ou les réviseurs d'entreprises agréés, selon le cas, doivent préparer un rapport au Conseil qui doit vérifier si les conditions prévues ci-dessous ont été remplies.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 15. Dissolution - Liquidation.

15.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts. L'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, pour réaliser la liquidation et détermine leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

15.2. Les actifs de la Société (y compris tous les produits y relatifs) au moment de la liquidation seront distribués selon l'ordre de priorité suivant:

a. Premièrement, contre le paiement de toutes les dettes de la Société, y compris les montants dus relatifs aux titres de la Société autre que les Actions de Catégorie B, les Actions de Catégorie C et les Actions de Catégorie S;

b. Deuxièmement, après le paiement des montants dont il est fait référence à la clause (a) ci-dessus, aux détenteurs des Actions de Catégorie C (le cas échéant), tout dividende impayé cumulé au titre des Actions de Catégorie C (ledit montant à distribuer sur une base proportionnelle selon les Actions de Catégorie C détenues par lesdits détenteurs);

c. Troisièmement, après le paiement des montants dont il est fait référence aux clauses (a) et (b) ci-dessus, aux détenteurs des Actions de Catégorie C (le cas échéant), au titre d'un remboursement de capital, un montant égal à la valeur nominale de ce-dernier (ledit montant à distribuer sur une base proportionnelle selon les Actions de Catégorie C détenues par lesdits détenteurs);

d. Quatrièmement, après le paiement des montants dont il est fait référence aux clause (a) à (c) ci-dessus, aux détenteurs des Actions de Catégorie B, au titre d'un remboursement de capital, un montant égal à la valeur nominale de ce dernier (ledit montant à distribuer sur une base proportionnelle selon les Actions de Catégorie B détenues par lesdits détenteurs);

e. Cinquièmement, après le paiement des montants dont il est fait référence aux clauses (a) à (d) ci-dessus, aux détenteurs des Actions de Catégorie S, au titre d'un remboursement de capital, un montant égal à la valeur nominale de ce dernier (ledit montant à distribuer sur une base proportionnelle selon les Actions de Catégorie S détenues par lesdits détenteurs);

f. Sixièmement, après le paiement des montants dont il est fait référence aux clauses (a) à (e) ci-dessus, aux détenteurs des Actions de Catégorie B, un montant égal à USD 2.000 (ledit montant à distribuer sur une base proportionnelle selon les Actions de Catégorie B détenues par lesdits détenteurs).

g. Le solde, après le paiement des montants dont il est fait référence aux clauses (a) à (f) ci-dessus, aux détenteurs des Actions de Catégorie S (ledit montant à distribuer sur une base proportionnelle selon les Actions de Catégorie S détenues par lesdits détenteurs).

VII. Dispositions générales

Art. 16. Dispositions Générales.

16.1. Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires sont établies par écrit, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

16.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un administrateur conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

16.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition que les signatures électroniques remplissent l'ensemble des conditions légales requises pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires ou des résolutions adoptées par téléphone ou visioconférence peuvent être apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

16.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légale d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les actionnaires.

Cinquième résolution

L'actionnaire unique décide de reconnaître la démission de Monsieur Vincent HOOGLAND, Rabo Merchant Bank NV et Monsieur Yann Chaumond en qualité d'administrateurs de la Société avec effet à compter de la date des présentes et décide de leur accorder quitus pour l'exercice de leurs mandats.

Sixième résolution

L'actionnaire unique décide de désigner Sébastien Bombenger, citoyen français, né à Colmar, France, le 23 janvier 1983 et dont l'adresse professionnelle se situe au rue 6 Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité d'administrateur de la Société pour une période renouvelable de trois (3) ans.

Septième résolution

L'actionnaire unique décide de modifier le registre des actionnaires de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout administrateur de la Société, chacun agissant individuellement, à l'effet de

procéder pour le compte de la Société à l'inscription, dans le registre des actionnaires de la Société, de l'annulation des Actions de Catégorie A et de l'émission des nouvelles actions de Catégorie B et des nouvelles actions de Catégorie S.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Echternach, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du Bureau, ces derniers ont signé le présent acte original avec le notaire.

Signé: C. SCHOELLEN, P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 16 décembre 2014. Relation: ECH/2014/2504. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 19 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205308/852.

(140230331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Margaux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 124.633.

Il est porté à la connaissance des obligataires que l'Assemblée Générale des Obligataires fixée au siège social le 19 décembre 2014 n'a pu délibérer de son ordre du jour. En effet, le quorum de présence requis par la loi n'était pas présent ou représenté.

Par conséquent, une nouvelle assemblée générale des obligataires doit être re-convoquée.

1. Conformément au prescrit des articles 94-2 et 94-3 de la loi du 10 août 1915 portant Loi Coordonnée sur les Sociétés Commerciales, les obligataires ayant souscrit aux emprunts obligataires émis en date du 14 janvier 2014, sont priés de bien vouloir assister à:

l'ASSEMBLEE GENERALE DES OBLIGATAIRES

qui se tiendra au siège social en date du 30 janvier 2015 à 14 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification des conditions de rémunération des emprunts obligataires précités;
2. Divers.

2. Conformément au prescrit des articles 94-2 et 94-3 de la loi du 10 août 1915 portant Loi Coordonnée sur les Sociétés Commerciales, les obligataires ayant souscrit aux emprunts obligataires émis en date du 11 février 2014, sont priés de bien vouloir assister à:

l'ASSEMBLEE GENERALE DES OBLIGATAIRES

qui se tiendra au siège social en date du 30 janvier 2015 à 15 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification des conditions de rémunération des emprunts obligataires précités;
2. Divers.

3. Conformément au prescrit des articles 94-2 et 94-3 de la loi du 10 août 1915 portant Loi Coordonnée sur les Sociétés Commerciales, les obligataires ayant souscrit aux emprunts obligataires émis en date du 8 mai 2014 sont priés de bien vouloir assister à:

l'ASSEMBLEE GENERALE DES OBLIGATAIRES

qui se tiendra au siège social en date du 30 janvier 2015 à 16 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification des conditions de rémunération des emprunts obligataires précités;
2. Divers.

Le conseil d'administration .

Référence de publication: 2014207523/1004/35.

Endeka Holdco S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 123.218.

In the year two thousand and fourteen, on the ninth of December.

Before Us Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned.

Was held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the sole shareholder of the public limited liability company "Endeka Holdco S.A.", established and having its registered office in L-1653 Luxembourg, 2-8, Avenue Charles de Gaulle, inscribed in the Trade and Companies' Register of Luxembourg, section B, under the number 123 218, (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on the 4th of December 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 302 of the 5th of March 2007. The articles of incorporation have been modified for the last time by a deed of the undersigned notary, on July 22, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2214 of October 19, 2010.

The meeting is presided by Annick Braquet, with professional address in Luxembourg.

The Chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Arlette Siebenaler, with professional address in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

A) That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda:

1. Dissolution of the Company and decision to put it into voluntary liquidation (liquidation volontaire);
2. Appointment of Mr David Peterzan as liquidator (liquidateur) in relation to the voluntary liquidation of the Company (the Liquidator);
3. Determination of the powers of the Liquidator and determination of the liquidation procedure of the Company;
4. Discharge to the Directors and to the Statutory Auditor of the Company for the performance of their respective mandates;
5. Miscellaneous.

B) That the sole shareholder, present or represented, as well as the number of its shares held by him, are shown on an attendance list; which attendance list, after having been signed by the sole shareholder, the proxy of the represented shareholder, the members of the board of the Meeting and the officiating notary, shall remain annexed to the present deed in order to be recorded with it.

C) That the proxy of the represented shareholder, signed "ne varietur" by the members of the board of the meeting and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

D) As it appears from the attendance list, the totality of the shares are present or represented at the present extraordinary general meeting, so that the Meeting is, regularly constituted

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same has taken unanimously the following resolutions:

First resolution

The Meeting decides, with immediate effect, to dissolve the Company and to put it into voluntary liquidation (liquidation volontaire).

Second resolution

The Meeting decides to appoint Mr David Peterzan, born in Strawberry Hill, United Kingdom, on the 28rd of May 1959, residing at 51 Albert Drive, London SW19 6LA, United Kingdom, as liquidator (the "Liquidator") (liquidateur) of the Company.

Third resolution

The Meeting decides to confer to the Liquidator the broadest powers as set out in articles 144 and following of the coordinated law on commercial companies of 10 August 1915 (the "Law").

The Meeting also decides to instruct the Liquidator, to the best of his abilities and with regard to the circumstances, to realise all the assets and to pay the debts of the Company.

The Meeting further resolves that the Liquidator shall be entitled to execute all deeds and carry out all operations in the name of the Company, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the general meeting of the Sole Shareholder. The Liquidator may delegate his powers for specific defined operations or tasks to one or several persons or entities, although he will retain sole responsibility for the operations and tasks so delegated.

The Meeting further resolves to empower and authorise the Liquidator, on behalf of the Company in liquidation, to execute, deliver, and perform the obligations under, any agreement or document which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

The Meeting further resolves to empower and authorise the Liquidator to make, in his sole discretion, advance payments in cash or in kind of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Sole Shareholder of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

Fourth resolution

The Meeting decides to grant a full discharge to Directors and to the Statutory Auditor of the Company for the performance of their respective mandates until the date hereof.

The Meeting decides to acknowledge, approve, ratify and adopt as the actions of the Company the actions taken by the sole manager of the Company for the period beginning at the date of the incorporation of the Company and ending at the date hereof, to waive any claim which the Company may have against the sole manager of the Company arising as a result of its management of the Company, and to grant it discharge for the accomplishment of its mandate until the date hereof.

Nothing further being on the agenda and no one asking to speak, the Chairman then has adjourned the Meeting.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately EUR 1,200.-

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by their names, first names, civil status and residences, the said appearing persons signed together with Us the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le neuf décembre.

Pardevant nous Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée") de l'actionnaire unique de la société anonyme "Endeka Holdco S.A.", établie et ayant son siège social à L-1653 Luxembourg, 2-8, Avenue Charles de Gaulle, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 123 218, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 4 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 302 du 5 mars 2007. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 22 juillet 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2214 du 19 octobre 2010.

L'assemblée est présidée par Annick Braquet, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Arlette Siebenaler, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

A) Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Dissolution de la Société et décision de mettre la Société en liquidation volontaire;
2. Nomination de Monsieur David Peterzan en tant que liquidateur en vue de la liquidation volontaire de la Société (le Liquidateur);
3. Détermination des pouvoirs du Liquidateur et détermination de la procédure de mise en liquidation de la Société;
4. Décharge accordée aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes de la Société pour l'exercice de leurs mandats respectifs;
5. Divers.

B) Que l'actionnaire unique, présent ou représenté, ainsi que le nombre d'actions possédées par lui-même, sont portés sur une liste de présence; laquelle liste de présence, après avoir été signée par le mandataire de l'actionnaire unique représenté, les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte afin d'être enregistrées avec lui.

C) Que la procuration de l'actionnaire unique représenté, signée "ne varietur" par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

D) Qu'il apparaît de cette liste de présence que la totalité des actions est représentée à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'Assemblée est régulièrement constituée

E) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'Assemblée, cette dernière a pris unanimement les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide, avec effet immédiat, de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation volontaire.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de nommer Monsieur David Peterzan né à Strawberry Hill, Royaume-Uni, le 28 mai 1959, demeurant au 51, Albert Drive, Londres SW19 6LA, Royaume-Uni, comme liquidateur (le «Liquidateur») de la Société.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de conférer au Liquidateur les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la "Loi").

L'Assemblée décide également d'instruire le Liquidateur, dans la limite de ses capacités et selon les circonstances, afin qu'il réalise l'ensemble des actifs et solde les dettes de la Société.

L'Assemblée décide que le Liquidateur sera autorisé à signer tous actes et effectuer toutes opérations au nom de la Société, y compris les actes et opérations stipulés dans l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires. Le Liquidateur pourra déléguer ses pouvoirs pour des opérations spécifiques ou d'autres tâches à une ou plusieurs personnes ou entités, tout en conservant seul la responsabilité des opérations et tâches ainsi déléguées.

L'Assemblée décide également de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur, pour le compte de la Société en liquidation, afin qu'il exécute, délivre, et effectue toutes obligations relatives à tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et à la liquidation de ses actifs.

L'Assemblée décide en outre de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur afin d'effectuer, à sa discrétion, tous versements d'avances en numéraire ou en nature des boni de liquidation aux actionnaires de la Société, conformément à l'article 148 de la Loi.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide d'accorder décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes de la Société pour l'exercice de leurs mandats respectifs jusqu'à la date des présentes.

L'Assemblée décide de reconnaître, approuver, ratifier et reprendre au compte de la Société tous les actes pris par le gérant unique de la Société pour la période débutant à la date de constitution de la Société et se terminant à ce jour. L'assemblée renonce à son droit d'exercer tout recours à l'encontre du gérant unique pour tout acte accompli dans le cadre de son mandat et lui accorde décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, le Président a ensuite ajourné l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élève approximativement à EUR 1.200.-

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connu des notaires par leurs noms, prénoms, états civils et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. BRAQUET, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 décembre 2014. Relation: LAC/2014/60101. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205476/159.

(140229676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

KBL European Private Bankers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 43, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 6.395.

Holder of ordinary shares, holder of preferential non-voting shares,

We hereby kindly convene you, in your capacity as holder of ordinary shares and/or holder of preferential non-voting shares of the Company (each a "Shareholder" and together the "Shareholders"), to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Company's shareholders (the "Meeting") which will be held at the registered office of the Company in front of a Luxembourg notary public, on *15 January 2015* at 3:00 p.m. Luxembourg time, in compliance with the provisions of article 25 of the articles of association of the Company (the "Articles") and in accordance with the law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

The Meeting will have the following agenda:

Agenda:

1. Granting to the board of directors of the Company the right to increase the share capital by limiting or withdrawing the preferential subscription rights of existing shareholders.
2. Approval of the report of the board of directors of the Company concerning the waiver of preferential subscription rights of the existing shareholders of the Company with respect to the increase of the issued capital within the limits of the authorised share capital.
3. To amend article 3 (object) of the Articles of the Company which will now read as follows:

"The object of the Company is to engage in all banking and financial operations of whatever kind, to receive from the public deposits or other repayable funds, to grant credits for its own account and to perform all activities reserved to banks, investment firms and other professionals of the financial sector and any financial, administrative, management or advisory operations in connection directly or indirectly with the activities above described.

The object of the Company is also to engage in any insurance intermediary activities with respect to regulated insurance companies approved in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, and to engage in any financial, administrative, management or advisory operations directly or indirectly linked to those activities.

The Company may also carry out all activities of primary IT systems operator of the financial sector and secondary IT systems and communication networks operator of the financial sector, as well as all the activities of administrative agent of the financial sector.

Within its object, the Company may in particular, without limitation:

- participate in the incorporation, development and/or control of any entity in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad;
- act as a partner or shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entities.

In addition, the Company shall be permitted to carry out all such commercial, advisory, movable or real estate activities relating directly or indirectly to the Company's object or which may help to develop its fulfilment. The Company may be interested by means of subscription, of contribution, of participation or in any other manner in any company or undertaking having a similar, connected or supplementary activity to its own activity and capable to develop one or several areas of its activity, in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad. The Company may amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any such company or undertaking. The Company may do all or any of the things provided in this article 3 (a) in any part of the world, (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise, (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise and (d) alone or with another person or persons."

4. Full restatement of the Articles of the Company.
5. Decision to give power to any director and/or any employee of the Company with full power of substitution, to (i) execute and deliver where appropriate any deed, register or document necessary or incidental to the restatement of the Articles of the Company and (ii) to agree, from time to time, on behalf of the Company, to undertake all such acts and matters where appropriate, as may be required in order to implement any deed or document necessary or incidental to the restatement of the Articles of the Company.

NOTE TO THE SHAREHOLDERS:

The purpose of the Meeting will be to approve the global restatement of the Articles in light of the developments and changes in Luxembourg laws and regulations. The proposed amendments are, among other things, the following:

- update the current object clause of the Company to expand the current object clause by covering, inter alia, the possibility for the Company to act as insurance intermediaries;
- amend, renew and restate the current article 6 containing the authorised share capital clause of the Company and to set it to an amount of EUR 1,500,000,000.- for a period of five (5) years from the date of the Meeting (or in case of

re-convening of the Meeting because no quorum has been reached, the date of the reconvened Meeting). The authorised share capital mechanism would explicitly cover the possibility for the Company to issue convertible instruments (and notably convertible bonds);

- state the possibility for the board of directors of the Company to create internal committees and incorporate a reference to applicable Terms of Reference;
- formalize the Executive Committee and the signing powers of its members;
- clarify the rules of representation and signatures;
- modernize the existing rules related to the cooptation mechanism in case of vacancy in a position of the board of directors of the Company;
- create the function of secretary of the board of directors of the Company, who shall be responsible for the taking of the minutes of the meetings of the board of directors of the Company;
- change the date of the annual general meeting of the shareholders of the company to the last Wednesday of April at 11:00 a.m.;
- insert the possibility for the shareholders to vote by electronic means and to hold shareholders meetings by video-conference; and
- establish an official English version of the Articles which shall prevail in case of divergence with the French version.

A draft of the restated Articles of the Company it is proposed to adopt at the Meeting may be obtained by the shareholders upon written request sent to:

Mr. Pierre Adans-Dester
43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg
Grand Duchy of Luxembourg
Tel: 00 352 / 4797 3928
Fax: 00 352 / 4797 2160
pierre.adans-deste@kbl-bank.com

Moreover, a copy of the report of the board of directors of the Company concerning the waiver of preferential subscription rights of the existing shareholders of the Company with respect to the increase of the issued capital within the limits of the authorised share capital, referred to in item 2 of the agenda of the Meeting, may be obtained by the shareholders upon written request sent to Mr. Pierre Adans-Dester at the above address.

It should be also pointed out that in accordance with article 46 of the 1915 Law, holders of preferential non-voting shares of the Company shall only be entitled to vote on item 3 of the agenda of the Meeting, and shall not be counted for quorum and majority purposes with respect to vote on others items of the agenda of the Meeting.

Please find below the general rules that govern the holding of shareholders' meetings of the Company:

CONVENING NOTICES

Pursuant to article 25 of the Articles, a Meeting shall be convened by means of convening notices sent by registered letters as provided for by the 1915 Law and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") and in one Luxembourg newspaper. In the event that all the Shareholders of the Company are present or represented and if they declare that they have been informed of the agenda of the Meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication.

DECLARATION OF PRESENCE

Please note that pursuant to article 26 of the Articles, the Shareholders are required to announce in advance their intention to participate in the Meeting, such announcement must be made in writing at least five (5) clear days before the date fixed for the Meeting, and addressed to the Company's registered office. The period of five (5) days shall include Sundays and public holidays, but not the day of the Meeting.

Therefore, we hereby request the Shareholders wishing to participate to the Meeting, to announce their intention to participate to such Meeting at the latest on 10 January 2015.

QUORUM AND MAJORITY

Please note that pursuant to articles 32 and 33 of the Articles and article 67-1 of the 1915 Law, each resolution of the Meeting to be validly adopted, requires the presence of at least 50% of the share capital and the positive vote of 2/3 of the votes cast. Vote casts shall not include votes attaching to shares in which the Shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

Holders of ordinary shares and holders of preferential non-voting shares shall vote separately on the resolution related to item 3 of the agenda of the Meeting.

In addition, according to article 68 of the 1915 Law, the above mentioned quorum and majority rules must be fulfilled within the holders of ordinary shares and within the holders of the preferential non-voting shares, in order for the resolution related to item 3 of the agenda of the Meeting to be validly adopted.

POWER OF ATTORNEY

Any Shareholder of the Company can be represented at the Meeting by a proxyholder, himself a Shareholder, having the right to participate in the Meeting. When legal entities are shareholders, their legal representatives are not required to be also personally shareholder of the Company and such representative may represent other Shareholders at the Meeting by virtue of specific proxy forms. Please note that pursuant to article 27 of the Articles, proxy forms must be sent at the Company's registered office at least five (5) days before the Meeting, i.e. at least on 10 January 2015.

Power of attorney forms for the Meeting are available at the registered office of the Company, or may be obtained by the shareholders upon written request sent to:

Mr. Pierre Adans-Dester
43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg
Grand Duchy of Luxembourg
Tel: 00 352 / 4797 3928
Fax: 00 352 / 4797 2160
pierre.adans-deste@kbl-bank.com

OTHER INFORMATION

Please note that pursuant to article 28 of the Articles, the bureau of the Meeting may accept the vote of Shareholders who have neither sent their declaration of presence in writing five (5) days before the Meeting as required by article 26 of the Articles, nor sent their proxy form five (5) days before the Meeting as required by article 27 of the Articles, provided that the bureau of the Meeting does not disqualify them of its own motion.

Shareholders who still hold ordinary shares or preferential non-voting shares under bearer form, are invited, further to the decision taken by the shareholders of the Company on 25 April 2007, to convert such bearer shares into registered shares before exercising their voting rights at the Meeting. Shareholders wishing to convert their bearer shares into registered shares are invited to contact Mrs. Patricia Schrank or Mrs. Stella Castellucci before at the latest on 13th January 2015.

We thank you for your attention and look forward to your presence at the Meeting.

Luxembourg, on the 23rd of December 2014.

On behalf of the board of directors of the Company
Ernst-Wilhelm CONTZEN
Chairman of the Board

Référence de publication: 2014207521/755/144.

KBL European Private Bankers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 43, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 6.395.

Aux détenteurs d'actions ordinaires ou détenteurs d'actions privilégiées sans droit de vote,

Par la présente, nous vous invitons, en tant que détenteur d'actions ordinaires et/ou d'actions privilégiées sans droit de vote de la Société (chacun un «Actionnaire» et ensemble les «Actionnaires»), à participer à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

des actionnaires de la Société (l'«Assemblée Générale») qui se tiendra au siège social de la Société par-devant un notaire luxembourgeois, le 15 janvier 2015, à 15:00H, heure de Luxembourg, conformément aux dispositions de l'article 25 des statuts de la Société (les «Statuts») et conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée de temps à autre (la «Loi de 1915»).

L'ordre du jour de l'Assemblée Générale est le suivant:

Ordre du jour:

1. Octroyer au conseil d'administration de la Société le droit d'augmenter le capital social en limitant ou supprimant le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants.
2. Approbation du rapport du conseil d'administration de la Société concernant la renonciation aux droits préférentiels de souscription des actionnaires existants de la Société dans le cadre d'augmentations du capital social réalisées dans les limites du capital autorisé.
3. Modifier l'article 3 (objet social) des Statuts de la Société qui se lira désormais comme suit:

«L'objet de la Société est de s'engager dans toutes opérations bancaires et financières de toute sorte, de recevoir des dépôts publics ou autres fonds remboursables, d'accorder des crédits pour son propre compte et d'exercer toutes activités réservées aux banques, sociétés d'investissement ou autres professionnels du secteur financier et toutes opérations financières, administratives, de gestion ou de conseil en rapport direct ou indirect avec les activités décrites ci-dessus.

L'objet de la Société est également de s'engager dans toutes activités d'intermédiaires d'assurance pour des sociétés d'assurance régulées et approuvées au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, et de s'engager dans toutes opérations financières, administratives, de gestion ou de conseil en rapport direct ou indirect avec ces activités.

La Société peut également exercer toutes activités d'opérateur primaire de systèmes informatiques du secteur financier et d'opérateur secondaire de systèmes informatiques et de réseaux de communication du secteur financier, ainsi que toutes les activités d'agent administratif du secteur financier.

Dans le cadre de son objet, la Société peut en particulier, sans limitation:

- participer à la constitution, au développement et/ou au contrôle de toute entité au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger;

- agir en tant qu'associé ou actionnaire avec une responsabilité limitée ou illimitée pour les dettes et obligations de toutes entités luxembourgeoises ou étrangères.

En outre, la Société sera autorisée à exercer toutes activités commerciales, de conseil, mobilières ou immobilières relatives de manière directe ou indirecte à l'objet de la Société ou qui pourraient contribuer à son développement et à sa réalisation. La Société peut participer par voie de souscription, de contribution, de participation ou de toute autre manière dans toute société ou entreprise ayant une activité similaire, connexe ou supplémentaire à sa propre activité et capable de développer un ou plusieurs domaines de son activité, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger. La Société peut regrouper, fusionner, consolider avec et entrer en partenariat ou tout autre arrangement pour le partage de bénéfices, communauté d'intérêts, co-opération, joint-venture, concession réciproque ou autre avec l'une de ces sociétés ou entreprises.

La Société peut faire tout ou partie des choses prévues dans cet article 3 (a) dans toute partie du monde, (b) en tant que principal, agent, contractant, fiduciaire ou autre, (c) par le biais ou via des fiduciaires, agents, sous-contractants ou autre et (d) seul ou avec toute(s) autre(s) personne(s).»

4. Refonte complète des Statuts de la Société.

5. Décision de donner pouvoir à tout administrateur et/ou à tout employé de la Société, avec pouvoir de substitution, de (i) signer et délivrer si nécessaire, tout acte, registre ou document nécessaire ou accessoire à la refonte des Statuts de la Société et (ii) d'accepter, de temps à autre, d'entreprendre au nom de la Société tous les actes et mesures si nécessaires, qui peuvent être requis afin d'exécuter tout acte ou document nécessaire ou accessoire à la refonte des Statuts de la Société.

NOTE AUX ACTIONNAIRES

L'Assemblée Générale a pour but d'approuver la refonte complète des Statuts suite aux développements et modifications des lois et règlements luxembourgeois. Les modifications proposées aux Statuts sont, notamment, les suivantes:

- mettre à jour la clause d'objet actuelle de la Société afin d'étendre la clause d'objet pour couvrir, notamment, la possibilité pour la Société d'agir en tant qu'intermédiaire d'assurance;

- modifier, renouveler et refondre l'actuel article 6 contenant la clause de capital autorisé de la Société et le fixer à un montant de 1.500.000.000,- EUR pour une période de cinq (5) ans à compter de la date de l'Assemblée Générale (ou, dans le cas où l'Assemblée Générale serait convoquée une seconde fois car le quorum n'a pas été atteint lors de la première Assemblée Générale, la date de cette seconde Assemblée ainsi convoquée). Le mécanisme de capital autorisé inclura explicitement la possibilité pour la Société d'émettre des instruments convertibles (et en particulier, des obligations convertibles);

- établir la possibilité pour le conseil d'administration de la Société de créer des comités internes et d'intégrer une référence aux Termes de Référence applicables;

- formaliser le Comité Exécutif et le pouvoir de signature de ses membres;

- clarifier les règles de représentation et de signature;

- moderniser les règles existantes relatives au mécanisme de cooptation dans le cas de vacance d'un poste au sein du conseil d'administration de la Société;

- créer la fonction de secrétaire du conseil d'administration de la Société, qui sera responsable de l'établissement des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la Société;

- changer la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société au dernier mercredi du mois d'avril à 11:00H;

- insérer la possibilité pour les actionnaires de voter par voie électronique et de participer aux assemblées générales des actionnaires par vidéoconférence; et

- établir une version officielle anglaise des Statuts qui prévaudra en cas de divergences avec la version française.

Un projet des Statuts de la Société tels que refondus et qu'il est proposé d'adopter lors de l'Assemblée Générale pourra être obtenu par les actionnaires sur demande écrite envoyée à:

M. Pierre Adans-Dester
43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg
Tel: 00 352 / 4797 3928
Fax: 00 352 / 4797 2160
pierre.adans-deste@kbl-bank.com

Par ailleurs, une copie du rapport du conseil d'administration de la Société concernant la renonciation aux droits préférentiels de souscription des actionnaires existants de la Société dans le cadre d'augmentations du capital social réalisées dans les limites du capital autorisé, mentionné au point 2 de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, pourra être obtenue par les actionnaires sur demande écrite envoyée à M. Pierre Adans-Dester à l'adresse indiquée ci-dessus.

Il doit également être noté que conformément à l'article 46 de la Loi de 1915, les détenteurs d'actions privilégiées sans droit de vote de la Société ne seront autorisés à voter que sur le point 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, et ne seront pas comptés pour les besoins de quorum et de majorité relatifs aux autres points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale.

Veillez trouver ci-dessous les règles générales gouvernant la tenue des assemblées d'actionnaires de la Société:

AVIS DE CONVOCATION

En vertu de l'article 25 des Statuts, une Assemblée Générale devra être convoquée au moyen d'avis de convocation envoyés par courriers recommandés, conformément à la Loi de 1915 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») et dans un journal de Luxembourg. Dans le cas où tous les Actionnaires de la Société sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, ils pourront renoncer aux formalités de convocation et de publication.

DÉCLARATION DE PRÉSENCE

Il convient de noter qu'en vertu de l'article 26 des Statuts, les Actionnaires sont requis d'annoncer à l'avance leur intention de participer à l'Assemblée Générale, une telle annonce doit être faite par écrit dans un délai de cinq (5) jours francs avant la date fixée pour la tenue de l'Assemblée Générale et doit être adressée au siège social de la Société. La période de cinq (5) jours devra inclure les dimanches et jours fériés, mais pas le jour de la tenue de l'Assemblée Générale.

De ce fait, nous demandons par la présente aux Actionnaires souhaitant participer à l'Assemblée Générale, d'annoncer leur intention de participer à cette Assemblée Générale au plus tard le 10 janvier 2015.

QUORUM ET MAJORITÉS

Veillez noter qu'en vertu des articles 32 et 33 des Statuts et de l'article 67-1 de la Loi de 1915 chaque résolution de l'Assemblée Générale, pour être valablement adoptée, requiert la présence d'au moins 50% du capital social et le vote positif des 2/3 des votes exprimés. Les votes exprimés n'incluront pas les votes attachés aux actions pour lesquelles l'Actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu de voter ou a retourné un vote blanc ou invalide.

Les détenteurs d'actions ordinaires et les détenteurs d'actions privilégiées sans droit de vote voteront séparément sur la résolution relative au point 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale.

En outre, conformément à l'article 68 de la Loi de 1915, les règles de quorum et de majorité susmentionnées devront être satisfaites au sein des détenteurs d'actions ordinaires et au sein des détenteurs d'actions privilégiées sans droit de vote, afin que la résolution relative au point 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale soit valablement adoptée.

PROCURATION

Tout Actionnaire de la Société peut se faire représenter à l'Assemblée Générale par un mandataire, lui-même Actionnaire, ayant le droit de participer à l'Assemblée Générale. Lorsque des personnes morales sont actionnaires, leurs représentants légaux ne doivent pas nécessairement être eux-mêmes des actionnaires de la Société et ces représentants peuvent représenter d'autres Actionnaires à l'Assemblée Générale en vertu de procurations spécifiques. Il convient également de noter qu'en vertu de l'article 27 des Statuts, les procurations doivent être envoyées au siège social de la Société au moins cinq (5) jours avant la tenue de l'Assemblée Générale, soit au plus tard le 15 janvier 2015.

Des procurations pour l'Assemblée Générale sont disponibles au siège social de la Société, ou peuvent être obtenues par les actionnaires par demande écrite envoyée à:

M. Pierre Adans-Dester
43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg
Tel: 00 352 / 4797 3928
Fax: 00 352 / 4797 2160
pierre.adans-deste@kbl-bank.com

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Veillez noter qu'en vertu de l'article 28 des Statuts, le bureau de l'Assemblée Générale peut accepter le vote d'Actionnaires qui n'ont ni envoyé leur déclaration de présence par écrit cinq (5) jours avant la tenue de l'Assemblée Générale tel que requis par l'article 26 des Statuts, ni envoyé leur procuration cinq (5) jours avant la tenue de l'Assemblée Générale tel que requis par l'article 27 des Statuts, sous réserve que le bureau de l'Assemblée Générale ne les disqualifie pas de son propre chef.

Les Actionnaires qui détiennent encore des actions ordinaires ou des actions privilégiées sans droit de vote sous la forme au porteur, sont invités, suite à la décision prise par les actionnaires de la Société le 25 avril 2007, à convertir ces actions au porteur en actions nominatives avant l'exercice de leurs droits de vote lors de l'Assemblée Générale. Les Actionnaires souhaitant convertir leurs actions au porteur en actions nominatives sont invités à prendre contact avec Mme Patricia Schrank ou Mme Stella Castellucci au plus tard le 12 janvier 2015.

Nous vous remercions pour votre attention et espérons compter sur votre présence à l'Assemblée Générale.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Au nom du conseil d'administration de la Société

Ernst-Wilhelm CONTZEN

Président du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2014207520/755/150.

KBL European Private Bankers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2955 Luxembourg, 43, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 6.395.

Notice is hereby given to the noteholders of the Company that the first extraordinary general meeting of all the noteholders of the Company held on 11th November 2014 and 4th December 2014 (the "First Meeting") could not validly deliberate on the proposed agenda items due to the lack of quorum.

Therefore, we hereby kindly convene you, in your capacity as holder of the following notes (the "Notes") issued by the Company (each a "Noteholder" and together the "Noteholders"):

- the EUR 200,000,000.- notes, registered under ISIN code: Xs0123488602 issued by the Company on 23 February 2001 and having as maturity date 23 February 2016 (the "First Issue");
- the EUR 13,893,000.- notes, registered under ISIN code: Xs0705502291 issued by the Company on 9 December 2011 and having as maturity date 9 June 2015 (the "Second Issue");
- the EUR 7,000,000.- notes, registered under ISIN code: Xs0718261802 issued by the Company on 20 January 2012 and having as maturity date 20 July 2015 (the "Third Issue");
- the EUR 4,107,000.- notes, registered under ISIN code: Xs0750991852 issued by the Company on 30 March 2012 and having as maturity date 30 September 2015 (the "Fourth Issue"); and
- the EUR 50,000,000.- notes, registered under ISIN code: Xs07509995693 issued by the Company on 22 April 2014 and having as maturity date 22 April 2017 (the "Fifth Issue"),
- the USD 2,580,000.- notes, registered under ISIN code: Xs1130054676 issued by the Company on 4 November 2014 and having as maturity date 4 November 2019 (the "Sixth Issue"),
- the USD 3,000,000.- notes, registered under ISIN code: Xs1120231276 issued by the Company on 7 November 2014 and having as maturity date 7 November 2019 (the "Seventh Issue"),
- the USD 4,000,000.- notes, registered under ISIN code: Xs1120231193 issued by the Company on 7 November 2014 and having as maturity date 7 November 2019 (the "Eighth Issue"),

to attend a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of all the Noteholders of the Company (the "Second Meeting"):

- the First Issue Noteholders' Meeting on 14th January 2015 at 10:00 A.M. Central European time;
- the Second Issue Noteholders' Meeting on 14th January 2015 at 10:30 A.M. Central European time;
- the Third Issue Noteholders' Meeting on 14th January 2015 at 11:00 A.M. Central European time;
- the Fourth Issue Noteholders' Meeting on 14th January 2015 at 11:30 A.M. Central European time;
- the Fifth Issue Noteholders' Meeting on 14th January 2015 at 2:00 P.M. Central European time;
- the Sixth Issue Noteholders' Meeting on 14th January 2015 at 2:30 P.M. Central European time;
- the Seventh Issue Noteholders' Meeting on 14th January 2015 at 3:00 P.M. Central European time; and
- the Eighth Issue Noteholders' Meeting on 14th January 2015 at 3:30 P.M. Central European time,

which will be held at the registered office of the Company at 43, Boulevard Royal, L-2955 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The purpose of the Second Meeting will be to approve the changes to be made to the corporate object of the Company (the "Object Amendment").

Moreover, it is specifically pointed out that in accordance with article 3 (5) of the law of 5 April 1993 on financial sector (as amended) (the "FSL"), the Object Amendment must be approved by the Luxembourg supervisory authority of the financial sector, the Commission de Surveillance du Secteur Financier (the "CSSF") prior to its entry into force. Such approval (agrément) was given by the CSSF to the Company on 23rd October 2014.

The Second Meeting will consider the same following agenda:

Agenda:

1. Approval of the extension of the current object clause of the Company and of the subsequent amendment of article 3 (object) of the articles of association of the Company which will now read as follows, as well as of any changes that could be made to the below text to comply with regulatory (including CSSF) requirements applicable to the Company:

"The object of the Company is to engage in all banking and financial operations of whatever kind, to receive from the public deposits or other repayable funds, to grant credits for its own account and to perform all activities reserved to banks, investment firms and other professionals of the financial sector and any financial, administrative, management or advisory operations in connection directly or indirectly with the activities above described.

The object of the Company is also to engage in any insurance intermediary activities with respect to regulated insurance companies approved in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, and to engage in any financial, administrative, management or advisory operations directly or indirectly linked to those activities.

The Company may also carry out all activities of primary IT systems operator of the financial sector and secondary IT systems and communication networks operator of the financial sector, as well as all the activities of administrative agent of the financial sector.

Within its object, the Company may in particular, without limitation:

- participate in the incorporation, development and/or control of any entity in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad;
- act as a partner or shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entities.

In addition, the Company shall be permitted to carry out all such commercial, advisory, movable or real estate activities relating directly or indirectly to the Company's object or which may help to develop its fulfilment. The Company may be interested by means of subscription, of contribution, of participation or in any other manner in any company or undertaking having a similar, connected or supplementary activity to its own activity and capable to develop one or several areas of its activity, in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad. The Company may amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any such company or undertaking. The Company may do all or any of the things provided in this article 3 (a) in any part of the world, (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise, (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise and (d) alone or with another person or persons."

2. Miscellaneous.

Please find below the general rules that govern the holding of the Second Meeting:

CONDITIONS FOR ATTENDANCE

The conditions for attendance or representation at the Second Meeting are as follows:

- a) Conditions for personal attendance

Noteholders who elect to attend the Second Meeting must use their usual applicable contacting method for informing their financial intermediary, with whom their Notes are on deposit, accordingly.

They must require their financial intermediary, with whom their Notes are on deposit, to send a Noteholders voting certificate (the "Voting Certificate") for their Notes to the principal paying agent (for the First Issue) and/or the relevant central registration bank (for the other Issues) no later than 48 hours before the time fixed for the relevant Second Meeting.

Such Voting Certificate must indicate clearly the number of Notes being blocked, the date such Notes are being blocked, which must be no later than 48 hours before the time fixed for the Second Meeting, and a statement that (i) the relevant Notes have been deposited at a bank or other depository or blocked in an account with a clearing system and will not be released until the conclusion of the Second Meeting, and (ii) the bearer of such Voting Certificate is entitled to attend and vote at the Second Meeting in respect of the deposited Notes.

The Noteholders must bring a copy of such Voting Certificate to the Second Meeting.

- b) Conditions for proxy voting

A Noteholder not wishing to attend and vote at the Second Meeting in person may give a block voting instruction ("Block Voting Instruction") stating that any person named in such document is authorised and instructed by the principal paying agent or the relevant central registration bank to cast the votes attributable to the Notes so listed in accordance with the instructions as set out in such document.

Noteholders must require their financial intermediary, with whom their Notes are on deposit, to send a Block Voting Instruction for their Notes to the principal paying agent (for the First Issue) and/or the relevant central registration bank (for the other Issues) no later than 24 hours before the time fixed for the Second Meeting.

Such Block Voting Instruction shall (i) indicate clearly the number of Notes being blocked, the date such Notes are being blocked, which must be no later than 48 hours before the time fixed for the Second Meeting, (ii) state that the votes attributable to the relevant Notes are to be cast in a particular way on each resolution to be put to the Second Meeting and that, during the period of 48 hours before the time fixed for the Second Meeting such instructions may not be amended or revoke, and (iii) authorize a named individual to vote in respect of the deposited Notes in accordance to such instructions.

Block Voting Instruction shall be valid only if it is deposited at the registered office of the principal paying agent (for the First Issue) and/or the relevant central registration bank (for the other Issues) at least 24 hours before the time fixed for the relevant Second Meeting or the chairman decides otherwise before the Second Meeting proceeds to business.

Any vote by a proxy in accordance with the relevant Block Voting Instruction shall be valid even if such Block Voting Instruction or any instruction pursuant to which it was given has been amended or revoked, provided that the principal paying agent or the relevant central registration bank has not been notified in writing of such amendment or revocation by the time which is 24 hours before the time fixed for the relevant Second Meeting. Unless revoked, any appointment of a proxy under a Block Voting Instruction in relation to the Second Meeting shall remain in force in relation to any resumption of such Second Meeting following an adjournment; provided, however, that no such appointment of a proxy in relation to a meeting originally convened which has been adjourned for want of a quorum shall remain in force in relation to such meeting when it is resumed. Any person appointed to vote at such a meeting must be re-appointed under a Block Voting Instruction Proxy to vote at the meeting when it is resumed.

The proxy voter must bring a copy of such Block Voting Instruction to the Second Meeting.

A Voting Certificate or Block Voting Instruction shall be valid until the release of the deposited Notes to which it relates. So long as a Voting Certificate or Block Voting Instruction is valid, the bearer thereof (in the case of a Voting Certificate) or any proxy named therein (in the case of a Block Voting Instruction) shall be deemed to be the holder of the Notes to which it relates for all purposes in connection with the Second Meeting. A Voting Certificate and a Block Voting Instruction cannot be outstanding simultaneously in respect of the same Note.

c) Participation form

Noteholders who intends to participate to the Second Meeting either in person or by proxy in accordance with a Block Voting Instruction shall announce their intention to participate to the Second Meeting by completing, signing, dating and returning on no later than 12th January 2015 at the latest to the attention of the Company (KBL European Private Bankers S.A, 43 boulevard Royal, L-2955 Luxembourg, attention to: Mr. Pierre Adans-Dester), a participation form for the relevant Second Meeting, that can be obtained at the registered office of the Company upon request, or upon request to its financial intermediaries or the relevant central registration bank.

CONVENING NOTICES

The Second Meeting shall be convened by means of convening notices published twice, with a minimum interval of fifteen days, and fifteen days before the Meeting, in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") and two Luxembourg newspapers. In the event that all the Noteholders of the Company are present or represented and if they declare that they have been informed of the agenda of the Second Meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication.

QUORUM AND MAJORITY

Please note that pursuant to article 67-1 (3) of the law of 10th August 1915 on commercial companies (as amended), Noteholders who are not present or represented at the Second Meeting shall be regarded as being present and as voting for the Object Amendment.

The resolutions on the agenda may be passed without quorum requirements, by at least two thirds (2/3) of the votes cast by the Noteholders present or represented.

VOTING RIGHTS

Voting rights attaching to the Notes issued by the Company shall be commensurate with the portion of the loan which they represent. Each note shall carry the right to at least one vote.

REQUEST FOR INFORMATION

Noteholders looking for more information can do so by contacting:

a) The Principal Paying Agent (for the First Issue):

KBL European Private Bankers SA.

43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg
 Attention: Fiscal Agencies / Mr Geoffrey Zoller or Mrs. Isabelle Behin
 Tel: 4797-1
 Mail: kblux-fa.control@kbl.com

b) The central registration bank (for the other Issues):

Banque Internationale à Luxembourg (BIL)
 69, route d'Esch | L-2953 Luxembourg
 Attention : Corporate Trust / Marianne BEISSEL
 Tel : 4590-1
 Mail : Common.depositary@bil.com

Luxembourg, on 8th December 2014,
 Ernst-Wilhelm CONTZEN
 Chairman

The board of directors of the Company

Référence de publication: 2014196470/755/166.

LWM, Société Anonyme.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peterelchen.
 R.C.S. Luxembourg B 69.890.

L'AN DEUX MILLE QUATORZE,
 LE VINGT-SEPT NOVEMBRE

Par-devant Nous, Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme luxembourgeoise "LWM", ayant son siège social à L-2370 Howald, 4, rue Peterelche, R.C.S. Luxembourg numéro B 69.890, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph GLODEN, alors notaire de résidence à Grevenmacher, en date du 31 mai 1999, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 577 du 27 juillet 1999.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Cosita DELVAUX soussignée, alors notaire à Redange-sur-Attert, du 28 mars 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1233 du 16 mai 2012.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Eric LECLERC, employé privé, demeurant professionnellement à Howald.

Le président désigne comme secrétaire Madame Catherine BEERENS, employée privée, demeurant professionnellement à Howald.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Vanessa TIMMERMANS, employée privée, demeurant professionnellement à Howald.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

1) L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

1. Modification de l'objet social et en conséquence de l'article 2 des statuts, pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 2.** La Société a pour objet de prêter des services en tant que domiciliataire de société conformément aux dispositions de l'article 28-9 de la loi du 5 avril 1993 sur le secteur financier, (la «LSF»), ainsi elle pourra également effectuer des services de constitution et de gestion de société en conformité avec l'article 28-10 de la Loi de 1993.

La Société pourra aussi prêter des services de «Family Office» au sens de la loi du 21 décembre 2012 relative à l'activité de Family Office, en application de l'article 28-6 de la LSF.

La société peut accomplir toutes activités et toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont susceptibles d'en favoriser la réalisation.»

2. Modification de l'alinéa 4 de l'article 5 des statuts, pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5. Alinéa 4.** Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit et par fax, étant admis. Le Conseil d'Administration peut également prendre ses décisions par voie circulaire et par écrit.»

3. Modification de la date de l'assemblée générale ordinaire pour l'avancer au 2^{ème} lundi du mois de juin et modification conséquente de l'article 12 des statuts.

4. Divers.

II) Il a été établie une liste de présence, renseignant les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera enregistrée avec le présent acte pour être soumise à l'enregistrement en même temps.

Les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentaire, resteront également annexées au présent acte.

III) Il résulte de la liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée qui est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points à l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée générale prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'objet social et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts, pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 2.** La Société a pour objet de prêter des services en tant que domiciliataire de société conformément aux dispositions de l'article 28-9 de la loi du 5 avril 1993 sur le secteur financier, (la «LSF»), ainsi elle pourra également effectuer des services de constitution et de gestion de société en conformité avec l'article 28-10 de la Loi de 1993.

La Société pourra aussi prêter des services de «Family Office» au sens de la loi du 21 décembre 2012 relative à l'activité de Family Office, en application de l'article 28-6 de la LSF.

La société peut accomplir toutes activités et toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont susceptibles d'en favoriser la réalisation.»

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'alinéa 4 de l'article 5 des statuts, pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5. Alinéa 4.** Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit et par fax, étant admis. Le Conseil d'Administration peut également prendre ses décisions par voie circulaire et par écrit.»

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier la date de l'assemblée générale ordinaire de la société pour l'avancer au 2^{ème} lundi du mois de juin de chaque année et décide de modifier l'article 12 des statuts, pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 12.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit à Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation, le deuxième lundi du mois de juin à 10.00 heures.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

A la demande des comparants le présent texte qui est rédigé en français sera suivi d'une traduction en anglais. En cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte français primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à l'assemblée et aux membres du bureau, connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms, états et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Follows the English translation of the deed which precedes.

In the year two thousand fourteen,

On the twenty-seventh day of November.

Before Us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of the Luxembourg société anonyme "LWM", having its registered office in L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen, R.C.S. Luxembourg number B 69.890, incorporated by a deed of the Maître Joseph GLODEN, than notary residing in Grevenmacher, on the 31st of May 1999, published in the Mémorial C, number 577 on the 27th of July 1999.

The articles have been amended for the last time by a deed of Maître Cosita DELVAUX undersigned, residing then in Redange-sur-Attert, on 28 March 2012, published in the Mémorial C, number 1233 on 16 May 2012.

The extraordinary general meeting is opened by Mr Eric LECLERC, private employee, residing professionally at Howald, acting as chairman.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Mrs Catherine BEERENS, private employee, residing professionally at Howald.

The meeting elects as scrutineer Mrs Vanessa TIMMERMANS, private employee, residing professionally at Howald.

The bureau of the meeting having thus been constituted the Chairman declares and requests the notary to state that:

I) The agenda of the meeting is the following:

1) Amendment of the object of the company and accordingly amendment of article 2 of the by-laws, which henceforth will read as follows

“ **Art. 2.** The object of the Company is to provide services as a domiciliary company in accordance with article 28-9 of the law of 5 April 1993 on the financial sector (the “LSF”) and the company may also perform services concerning the incorporation and management of companies in accordance with article 28-10 of the Law of 1993.

The company may also provide Family Office services in accordance with the law of 21 December 2012 on the Family Office business pursuant to article 28-6 of the LSF.

The company may carry out all activities and operations connected directly or indirectly to its corporate object or which are likely to facilitate its realisation”

2) Amendment of the paragraph 4 of article 5 of the by-laws, which henceforth will read as follows:

“ **Art. 5. 4th paragraph.** The board can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted. The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, or by fax, confirmed by letter. The board may also decide by circular resolution and by writing resolution.”

3) Amendment of the date of the annual General Meeting of the Company to the second Monday of the month of June, and amendment of article 12 of the by-laws.

4) Miscellaneous.

II) The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders, and the number of shares owned by the shareholders are shown on an attendance-list which, signed by the shareholders or their proxies and by the bureau of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, signed "ne varietur" by the appearing parties and the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed.

III) It appears from the attendance-list that all the shares are present or represented at the meeting, which consequently is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

After deliberation, the meeting adopts unanimously the following resolutions:

First resolution

The extraordinary general meeting resolves to amend the object of the company and to amend accordingly article 2 of the by-laws, which henceforth will read as follows:

“ **Art. 2.** The object of the Company is to provide services as a domiciliary company in accordance with article 28-9 of the law of 5 April 1993 on the financial sector (the “LSF”) and the company may also perform services concerning the incorporation and management of companies in accordance with article 28-10 of the Law of 1993.

The company may also provide Family Office services in accordance with the law of 21 December 2012 on the Family Office business pursuant to article 28-6 of the LSF.

The company may carry out all activities and operations connected directly or indirectly to its corporate object or which are likely to facilitate its realisation”

Second resolution

The extraordinary general meeting resolves to amend the fourth paragraph of article 5 of the by-laws, which henceforth will read as follows:

“ **Art. 5. 4th paragraph.** The board can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted. The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, or by fax, confirmed by letter. The board may also decide by circular resolution and by writing resolution.”

Third resolution

The extraordinary general meeting resolves to amend the date of the annual General Meeting of the Company to the second Monday of the month of June, and resolves to amend accordingly article 12 of the bylaws, which henceforth will read as follows:

“ **Art. 12.** The annual General Meeting is held at the registered office or in such place in Luxembourg as set forth in the convening notice on the second Monday in the month of June of each year, at 10.00 a.m.”

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

The undersigned Notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named persons, this deed is worded in French followed by a English translation. At the request of the same appearing persons, in case of divergence between the English and the French texts, the French text will prevail.

IN FAITH OF WHICH, we the undersigned notary have set our hand and seal in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated into the language of the persons appearing and intervening, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, Notary, the present original deed.

Signé: E. LECLERC, C. BEERENS, V. TIMMERMANS, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 04 décembre 2014. Relation: LAC/2014/57694. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014205950/159.

(140230518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

**ETB.LUX S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Fire Event Lux GmbH).**

Siège social: L-8359 Goebblange, 19A, rue de Windhof.
R.C.S. Luxembourg B 138.341.

L'an deux mille quatorze,

Le onze décembre,

Pardevant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

Ont comparu:

1) Monsieur Dominique Antoine Gérard BOUTAY, ingénieur civil - architecte, né le 24 janvier 1955 à Rocourt (Belgique), demeurant à L-8359 Koerich, 19A, rue de Windhof,

2) Monsieur José FERNANDES DOS SANTOS, entrepreneur, né le 16 novembre 1953 à Helenos/Leiria (Portugal), demeurant à L-8360 Goetzingen, 3C, rue des Champs,

ci-après collectivement désignés les «associés» ou les «comparants».

Lesdits comparants ont déclaré et prié le notaire d'acter:

- Que suite à des cession de parts sociales en date du 5 décembre 2014, Monsieur Dominique BOUTAY, préqualifié, et Monsieur José FERNANDES DOS SANTOS, préqualifié, sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois «FIRE EVENT LUX GmbH», ayant son siège social à L-9415 Vianden, 3, route de Bettel, constituée suivant acte reçu par le notaire Jean SECKLER, de résidence à Junglinster, le 21 avril 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 1306 du 28 mai 2008, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous la section B et le numéro 138.341, au capital social de deux cent mille euros (EUR 200.000,00), représenté par cent (100) parts sociales ayant une valeur nominale de deux mille euros (EUR 2.000,00) chacune (ci-après la «Société»).

- Que Monsieur Dominique BOUTAY, préqualifié, détient cinquante (50) parts sociales et Monsieur José FERNANDES DOS SANTOS, préqualifié, détient cinquante (50) parts sociales.

- Que les associés, représentant l'intégralité du capital social, ont unanimement renoncé à tout droit de convocation préalable et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

Les associés décident de transférer le siège social de L-9415 Vianden, 3, route de Bettel, à L-8359 Goebblange, 19A, rue de Windhof.

Deuxième résolution:

Les associés décident de changer la dénomination sociale de «FIRE EVENT LUX GmbH», en «ETB.LUX S.à r.l.».

Troisième résolution:

Les associés décident également de refondre intégralement l'objet social qui sera désormais le suivant:

«La Société a pour objet l'achat, la vente, la promotion et la mise en valeur de tous projets immobiliers sur le territoire luxembourgeois.

Elle pourra emprunter avec ou sans garantie, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution personnelle et/ou réelle, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, sous réserve des dispositions légales afférentes.

De façon générale, la Société pourra faire toutes activités et opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières ou autres se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou favoriser la réalisation.

La Société exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger.»

Quatrième résolution:

Les associés décident de clore exceptionnellement au 31 décembre 2014 (au lieu du 31 mars 2015) l'exercice social en cours de la Société ayant commencé au 1^{er} avril 2014.

Cinquième résolution:

Par conséquent, les associés décident de modifier les dates de commencement et de clôture des exercices sociaux de la Société.

Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2015, chaque exercice social commencera au 1^{er} janvier de chaque année pour se terminer au 31 décembre de la même année.

Sixième résolution:

En conséquence des résolutions qui précèdent, les associés décident de refondre intégralement les statuts, lesquels seront désormais rédigés en langue française et auront à compter de ce jour la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}.** Il est formé par les présentes entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée, qui sera régie par les lois y relatives et par les présents statuts (ci-après la «Société»).

Art. 2. La Société a pour objet l'achat, la vente, la promotion et la mise en valeur de tous projets immobiliers sur le territoire luxembourgeois.

Elle pourra emprunter avec ou sans garantie, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution personnelle et/ou réelle, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, sous réserve des dispositions légales afférentes.

De façon générale, la Société pourra faire toutes activités et opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières ou autres se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou favoriser la réalisation.

La Société exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger.

Art. 3. La Société prend la dénomination de «ETB.LUX S.à r.l.», société à responsabilité limitée.

Art. 4. La durée de la Société est indéterminée. Elle commence à compter du jour de sa constitution.

Art. 5. Le siège social est établi à Goebblange.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de deux cent mille euros (EUR 200.000,00), représenté par cent (100) parts sociales ayant une valeur nominale de deux mille euros (EUR 2.000,00) chacune.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou par cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément unanime de tous les associés.

En toute hypothèse, les associés restants bénéficient, proportionnellement aux parts sociales détenues par eux dans la Société, d'un droit de rachat préférentiel sur les parts cédées.

Ce rachat pourra être exercé à la valeur comptable des parts sociales.

Art. 7. Chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six mois à donner par lettre recommandée à ses co-associés.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 9. Les créanciers, ayants droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaires de la Société.

Art. 10. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et à tout moment révocables par l'assemblée des associés. L'acte de nomination fixera l'étendue des pouvoirs et la durée des fonctions du ou des gérants.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 14. Chaque année, au trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 15. Tout associé peut prendre au siège social communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugés nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la Société.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales.»

Septième résolution:

Les associés décident de révoquer les deux gérants et ce, avec décharge, à savoir:

- Monsieur Jean-Paul NAGEL, demeurant à Vianden,
- Monsieur Michael RZEHAK, demeurant à Höchst (Autriche).

Huitième résolution:

En conséquence de la résolution précédente, les associés décident de nommer deux (2) nouveaux gérants et ce, pour une durée indéterminée.

Les associés décident de nommer un gérant technique et un gérant administratif.

Sont ainsi nommés:

- a) Gérant technique: Monsieur Sergio FERNANDES DOS SANTOS, promoteur, né le 20 octobre 1972 à Luxembourg, demeurant à L-3327 Crauthem, 1A, rue de Hellange
- b) Gérant administratif: Monsieur Dominique BOUTAY, préqualifié.

La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe du gérant technique et du gérant administratif.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: D. BOUTAY, J. FERNANDES DOS SANTOS, E. SCHLESSER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 11 décembre 2014. Relation: LAC/2014/59575. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR COPIE CONFORME.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205581/132.

(140229020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Ornicar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4070 Esch-sur-Alzette, 2-4, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 157.104.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Référence de publication: 2014195314/10.

(140217439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.
